

PROMOTIO IUSTITIAE

EXCHANGES ÉCHANGES INTERCAMBIOS SCAMBI

N° 79, 2003/3

* Éditorial	i
Fernando Franco, S.J.	
* Réflexion	1
Émeutes communautaires et nationalisme hindou au Gujarat et en Inde	
Lancy Lobo, S.J., Inde	
* Débat	5
Organismes génétiquement modifiés (OGM)	
Sergio Sala, S.J., Italie	
Ignacio Nuñez de Castro, S.J., Espagne	
Thibaud d'Oultremont, S.J., Belgique	
Paul Desmarais, S.J., Zambie	
Leo D'Souza, S.J., Inde	
Peter Henriot, S.J., Zambie	
Savarimuthu Ignacimuthu, S.J., Inde	
Nele Marien, Bolivie	
Yohanes W. Wartaya W., S.J., Indonésie	
Roland Lesseps, S.J., Zambie	
* Expériences	32
James C. Dabhi, S.J., « Je voudrais espérer »	
Fabrizio Valletti, S.J., « Point d'arrivée... point de départ »	
* Recension	37
<i>Foi et liberté : vie et moments de Bill Ryan, SJ</i>	
Michael Campbell-Johnston, S.J., Barbade	

ÉDITORIAL

La cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) se tiendra du 10 au 14 septembre 2003 à Cancún (Mexique). La Conférence ministérielle est le corps décisionnel le plus élevé de l'OMC et se réunit « au moins une fois tous les deux ans », conformément à l'Accord de Marrakech, la charte fondatrice de l'organisation. Les préparatifs vont bon train depuis au moins deux ans, mais, comme l'a récemment dit le Commissaire européen pour le commerce Pascal Lamy, la route pour Cancún est encore « cahoteuse ».

Pour le meilleur ou pour le pire, les résultats de cette Conférence auront un impact sur la vie de millions de pauvres dans le monde entier. Du point de vue des pauvres, nous pouvons distinguer entre grandes et petites questions. Deux des questions les plus importantes qui seront affrontées à Cancun sont les suivantes : les subventions (et autres questions) agricoles, et la liberté d'investissement étranger n'importe où dans le monde. Parmi les questions moins importantes, notons le traitement spécial et différentiel des pays développés et des pays en développement ; l'introduction de la Facilitation du Commerce (TF), c'est-à-dire des mesures visant à réduire les réglementations et procédures commerciales ; la question d'autoriser les appels d'offre internationaux pour tous les achats publics ; enfin, l'introduction d'une « Boîte de développement » (DB) ce qui, en jargon technique, signifie une liste consensuelle d'exceptions aux disciplines de libéralisation imposées par l'OMC. Voici quelques clarifications sur les problèmes principaux.

Beaucoup de pays en développement sont fortement dépendants de leur agriculture, et la plupart ont de nombreuses populations rurales. Les barrières douanières subventions mises en place par les pays développés sous le prétexte d'utiliser des clauses externes au traité distordent les marchés mondiaux avec des effets négatifs sur les marchés des pays en développement. L'Institut International pour le Développement durable rapporte que « en 1999, les pays de l'OCDE ont dépensé un record de plus de 360 milliards de dollars pour soutenir leur agriculture, ce qui a un coût estimé pour les pays en développement de 20 milliards de dollars par an en exportations potentielles ».

Depuis l'écroulement des négociations sur l'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI) mené surtout par la société civile et la plupart des pays en développement, la pression pour que les pays en développement libéralisent les investissements a rencontré une opposition efficace. Les temps ont toutefois changé : les pressions de la part des pays riches ont maintenant atteint un degré élevé, et l'unité entre les pays en développement est brisée. Il nous faut répéter que les conséquences d'un accord sur les investissements ne permettant pas que les intérêts nationaux contrôlent les investissements étrangers dans des domaines tels que les mines, l'abattage des arbres, le développement de l'immobilier dans les zones côtières et la santé, seront désastreuses pour le développement durable. Les batailles de Johannesburg pour un développement plus humain et plus juste continueront à Cancún, avec de moindres chances d'obtenir même de modestes victoires.

Nous voudrions encourager la petite présence jésuite à Cancún, au moins celle dont nous avons connaissance, sous la couverture du Réseau international jésuite pour le développement (IJND), qui comprend notamment les Pères Jim Hug (Etats-Unis), Klaus Vähröder (Venezuela) et Bernard Lestienne (Brésil). Miguel A. Segura P. (Alboan, Espagne), collaborateur laïc, fait aussi partie du groupe qui a obtenu, avec grande difficulté, un statut officiel pour participer à la Conférence. Notre participation doit faire ressortir que les principes généraux d'un développement humain et juste, acceptés à Johannesburg ne peuvent pas être sacrifiés sur l'autel de l'OMC.

Éditeur : Fernando Franco, S.J.

Éditrice adjointe : Suguna Ramanathan

Layout : Liliana Carvajal

Promotio Iustitiae est publié par le Secrétariat de la Justice Sociale de la Curie Généralice de la Compagnie de Jésus à Rome et imprimé sur papier sans chlore (TCF). *PJ* est disponible en français, anglais, espagnol et italien.

Si vous souhaitez recevoir *PJ*, il vous suffit de communiquer votre adresse à l'éditeur (en indiquant la langue préférée).

PJ est disponible aussi sur Internet à l'adresse suivante : www.sjweb.info/sjs

Si une idée vous a frappé dans ce numéro, n'hésitez pas à nous adresser une brève réaction de votre part. Pour envoyer une lettre à *PJ* en vue de la publication dans un prochain numéro, veuillez utiliser l'adresse, le numéro de fax ou l'adresse électronique indiqués sur la couverture.

La reproduction d'articles est encouragée ; merci de citer *Promotio Iustitiae* comme source, ainsi que notre adresse et de nous envoyer une copie.

RÉFLEXION RÉFLEXION

Émeutes communautaires et nationalisme hindou au Gujarat et en Inde

Lancy Lobo, S.J.

I Introduction

Au tout début du troisième millénaire, les conflits fondés sur la religion et l'ethnicité se sont multipliés partout à travers le monde. Il suffit de lire quelques rapports tels que le Rapport annuel du *Bureau of Democracy* du Département d'État (É-U), ainsi que les rapports des groupes pour la défense des Droits de l'homme pour être convaincu que nous entrons dans une nouvelle phase. Des événements récents en Inde et plus particulièrement au Gujarat, un Etat de l'ouest de l'Inde, sont porteurs d'implications sérieuses pour nous en tant que jésuites. Nous craignons que le Gujarat, largement considéré comme un laboratoire permettant la croissance d'une nouvelle variante de fascisme, n'offre un modèle à l'Inde de demain. Le Gujarat est un vrai casse-tête. D'un côté, on peut voir des signes visibles de religiosité tels que la construction de temples, des rassemblements religieux, des célébrations, jeûnes, festivals ; et de l'autre côté, une inhumanité et insensibilité envers son semblable. Est-ce une trajectoire curieuse du 'développement', le résultat du capitalisme qui s'étend en Inde ? À l'Ouest, la croissance du capitalisme fut accompagnée par le libéralisme, mais le capitalisme indien a renforcé un féodalisme sous-jacent. Cette différence explique pourquoi une philosophie libérale ne parviennent pas à s'épanouir en Inde, et pourquoi nos hypothèses, nos institutions et nos efforts ne réussissent pas au Gujarat, pas plus d'ailleurs qu'en Inde.

Le nationalisme hindou (Hindutva) consiste en une idéologie politique qui utilise les symboles et les expressions hindous pour s'emparer du pouvoir et doit être distingué de l'hindouisme religieux. L'hindutva-lisation est une perspective élaborée délibérément et imposée à la population par la persuasion et l'intimidation. Il répand la haine de tout ce qui n'est pas hindou, et en particulier des musulmans et des chrétiens. Il prône la violence envers les minorités en exploitant les peurs et la crédulité des gens.

Les nombreuses émeutes communautaires entre hindous et musulmans au Gujarat depuis l'épisode horrible de Godhra le 27 février 2002, ont laissé la communauté internationale abasourdie et ont dramatiquement affaibli la réputation de l'Inde comme candidate au statut de grande puissance. La brutalité, l'inhumanité et la façon violente et méthodique avec laquelle la populace s'est livrée au pillage, au viol et au meurtre sont trop horribles pour qu'on les rapporte de nouveau. Plus d'un millier de personnes (en grande partie musulmanes) furent massacrées, brûlées vives ou mutilées de façon permanente. Ces émeutes semblaient 'spontanées', mais en réalité elles ont été spécifiquement planifiées et exécutées par une milice bien entraînée avec la complicité de l'État. Aucun remord n'a été exprimé par les classes moyennes et supérieures, qui soutiennent le nationalisme hindou au Gujarat ni par les sympathisants indiens habitant aux États-Unis ou ailleurs. Leur silence est assourdissant.

II La tournure des événements

Les événements suivants qui eurent lieu durant la dernière décennie ont eu un effet cumulatif.

i) Les rallyes motorisés¹ de L.K. Advani (actuellement vice Premier ministre de l'Inde) durant les années 1990 ont mené à la démolition en 1992 de Babri Masjid, une mosquée du 16^{ème} siècle en Uttar Pradesh sous prétexte qu'elle aurait été construite par-dessus un ancien temple hindou.

ii) Les attaques répétées, de 1997 à 2000, contre les chrétiens au Gujarat par le parti Bharatiya Janata (BJP-le parti nationalisme hindou) – dégradations matérielles d'églises, perturbation de rassemblements religieux, harcèlement du personnel religieux, recensement des chrétiens, Bibles déchirées et profanation de cimetières – ont eu lieu sur une échelle sans précédent.

iii) Le travail entrepris par Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), Vishwa Hindu Parishad (VHP), Bajrang Dal (BD), Vanvasi Kalyan Parishad (VKP)², et le BJP dans les zones tribales du Gujarat oriental a conduit à la victoire du BJP en 1998 lors des élections de l'assemblée étatique, et cela dans une région où les missionnaires ont été actifs, jadis bastion du Parti du Congrès.

iv) L'incendie inhumain d'un wagon de chemin de fer à Godhra le 27 février 2002, où 59 hindous revenant d'Ayodhya (où une mosquée avait été démolie quelques temps plus tôt) périrent, ainsi que les émeutes qui ont suivi à travers tout le Gujarat ; tout cela fut marqué par le refus de l'appareil étatique de mettre fin au carnage ainsi que par la brutalité systématique du massacre et de l'élimination des musulmans.

v) Les élections de l'Assemblée de décembre 2002 au Gujarat ont aidé le BJP à utiliser le souvenir encore frais du massacre de Godhra pour mobiliser les hindous à travers les *Gaurav yatras* (rassemblements mettant l'accent sur la fierté du Gujarat et faisant appel à l'honneur des Gujaratis). Ces rassemblements étaient menés par Narendra Modi, l'actuel Premier ministre au Gujarat et qui est l'homme largement considéré comme responsable d'avoir laissé les émeutes faire boule de neige après l'incident de Godhra.

Tout cela indique que le BJP a donné une forme définitive à une démocratie de la communauté majoritaire. Il a incité cette majorité à croire qu'elle est menacée. Ce que la majorité décide est bon pour tous et les minorités ne comptent pas. Les minorités ne sont pas patriotiques parce qu'elles font allégeance au Pakistan ou à Rome. Elles doivent donc être remises à leur place³.

III Développements à caractère fasciste

Bien que le fascisme ait plusieurs variantes (allemande, italienne, britannique, sud-africaine), elles partagent toutes certaines caractéristiques. Le fascisme ne tolère pas le pluralisme, il considère la démocratie comme un péché, il s'oppose aux valeurs libérales et à celles du Siècle des Lumières, il promeut un nationalisme agressif, déforme les faits à son propre avantage, transforme les mensonges en demi-vérités, dénigre les femmes, méprise les masses populaires, diabolise un groupe sur le fondement de la race ou de la religion, détourne l'attention de la population des préoccupations réelles vers

¹ Un rallye motorisé ou *rath yatra* est une forme de propagande relativement nouvelle durant laquelle le candidat effectue un trajet à travers les différentes régions à bord d'un camion décoré avec des symboles religieux et durant lequel il s'arrête à divers endroits pour haranguer les foules. Le plus célèbre est le *rath yatra* entrepris par L.K. Advani (actuellement le vice Premier ministre) à partir de Somnath, un lieu de pèlerinage au Gujarat, jusqu'à Ayodhya, lieu de naissance de Rama qui est adoré par les hindous.

² Le RSS est une organisation culturelle de droite fondée durant la première partie du XX^{ème} siècle pour promouvoir le nationalisme hindou. Le VKP est une organisation hindoue d'extrême droite impliquée dans l'exacerbation du sentiment nationaliste hindou ; le Bairang Dal en constitue la branche jeunes. Le VKP est une organisation hindoue qui s'intéresse aux groupes indigènes et tribaux (*adivasis* ou premiers habitants, renommés *vanavasis* ou habitants de la forêt).

³ Un sondage d'opinion, effectué par le *Centre for the Study of Developing Societies* (CSDS, Centre pour l'étude des sociétés en développement) indique que la majorité des gens interrogé croit que les musulmans constituent 20 % de la population alors qu'en fait ils ne sont que 10 %. Lors d'une étude pré-sondage, 44 % des personnes interrogées étaient d'accord avec le fait que « la démocratie signifie le gouvernement par la communauté majoritaire ». Seulement 23 % étaient en désaccord avec cette déclaration. (Yadav et Patel 2002:7).

des questions fictives et désire que le pouvoir reste entre les mains d'une élite. Dans l'Allemagne nazie, le fascisme, en construisant avec méchanceté et virulence l'image de l'Autre comme opposant binaire au Moi a conduit à voir l'Autre (en l'occurrence, les Juifs) comme un être mort socialement et a mené à une politique qui assurait leur élimination complète et permanente de la Cité.

Les nationalistes hindous ont commencé à menacer les minorités de la même façon :

- i) par un processus de victimisation, en disant aux minorités qu'elles vivent grâce à la bonne volonté de la majorité ;
- ii) par une justification de la victimisation avec des citations de méfaits historiques, en choisissant d'isoler les actes religieux de leur contexte socio-politique ;
- iii) en s'assurant que la mentalité fasciste soit absorbée par les victimes elles-mêmes et ce, afin de mettre en évidence une impression d'être effectivement différent (en poussant les musulmans et les chrétiens à penser eux-mêmes en termes sectaires : 'nous les chrétiens' ou 'nous les musulmans').

IV Réponses possibles

Malheureusement, ceux d'entre nous qui sont conscients de ce qui se passe n'ont pas su présenter un exemple de pensée alternative aux masses populaires, que ce soit aux chrétiens ou aux non-chrétiens. La déclaration par l'association culturelle de droite RSS à l'effet que les minorités devraient être conscientes qu'elles ne vivent que par la bonne volonté de la majorité doit être rejetée carrément. Chrétiens et musulmans ne vivront pas grâce à la bienveillance de la RSS. C'est de par bienveillance de la Constitution de l'Inde et elle seule qu'ils vivent.

En nommant la proposition de projet de loi anti-conversion « Loi sur la liberté de religion »⁴, le gouvernement nationaliste hindou du Gujarat a subtilement réduit nos arguments au domaine religieux. Au mieux, nous pouvons plaider de façon qui semble rechercher des concessions de la part de la majorité, de la Constitution et du gouvernement. Nous devons démontrer que ce gouvernement réduit un nombre grandissant de personnes à être sans voix. Et qu'en est-il de ce genre de conversion ? Les minorités sont souvent composées de personnes pauvres et marginalisées par des forces économiques considérables qui opèrent dans la société sur l'ordre des classes dirigeantes ; la dernière incarnation de ces forces étant la mondialisation. Faisons-nous notre devoir en tant que citoyens de ce pays, citoyens conscients, libres et émancipés, si nous gardons le silence sur cette conversion, à savoir l'appauvrissement et la réduction au silence des citoyens marginalisés qui ont lieu quotidiennement ? Ces trois derniers mois, j'ai largement et intensément parcouru les régions tribales du Gujarat. J'ai visité une quarantaine de villages et parlé avec plusieurs centaines d'hommes et de femmes. Et malgré la rhétorique officielle affirmant le contraire, la détérioration économique, aggravée par une dégradation écologique implacable, s'est multipliée par cinq au cours des cinq dernières années. Le déplacement des populations (direct ou indirect) à cause de la construction de barrages ou de carrières ; l'aliénation des terres, la déforestation et le transfert des ressources tribales à des mains étrangères, tout cela a mené à une dégradation écologique ainsi qu'à des modes de vie alternatifs tel que le travail dans les mines. Non seulement un très grand nombre d'indigènes sont incapables de vivre des ressources de leurs terres dévastées, mais en plus leur capacité de travail est exploitée par des intérêts financiers comme en témoignent les vagues migratoires saisonnières.

Nous avons dû passer à travers toutes les tactiques de diversion gouvernementales nous engageant à parler exclusivement d'affaires 'religieuses' telles que la conversion, les excuses, l'argent étranger, etc. Il est temps de leur répondre sur un terrain complètement différent et de contre-attaquer afin que le gouvernement de l'État rende compte de ses pauvres états de service : escroqueries, corruption, niveaux d'accomplissement lamentables pour l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, les routes, le développement et l'électricité. Une attaque continue fondée sur des faits doit discréditer les fausses revendications et la propagande de l'État qui induisent en erreur les foules populaires, et surtout ceux

⁴ Le projet de loi anti-conversion a depuis été adopté par l'Assemblée d'État

qui voient leurs conditions de vie s'enfoncer toujours plus avant dans la misère. C'est cet appauvrissement que nous devons combattre au niveau idéologique par la recherche, la publication et la conscientisation.

Ce n'est pas tant le nombre de chrétiens qui inquiète les nationalistes hindous mais plutôt le nombre de chrétiens qui *questionnent*, et les citoyens critiques et laïques qu'ils forment. En tant que tels, les missionnaires, bien qu'ils travaillent ici depuis des centaines d'années, comptent peu de conversions ; et sous cet angle ils ont échoué ; mais leur contribution a été la formation de citoyens laïques. Les nationalistes hindous sont en train de s'emparer de cet espace et nous autres missionnaires nous laissons faire sans nous battre.

La laïcité ne rejette pas la religion au sens où l'entend Gandhi, mais elle s'oppose au dogmatisme religieux et à l'obscurantisme et s'appuie plutôt sur la raison et la connaissance scientifique pour promouvoir le progrès matériel et culturel de l'humain. Elle cherche à encourager l'harmonie entre les divers groupes humains malgré les différences de croyances en s'assurant que ces différences ne sont pas un obstacle à la vie là où tous doivent travailler et vivre en commun. La laïcité travaille en faveur des valeurs humaines universelles et de la justice sociale et elle trouve un sens à la vie à travers celles-ci. La religion et la laïcité sont deux aspects d'une même quête de sens.

Grâce à leurs écoles et leurs institutions, les missionnaires chrétiens se sont dévoués pour former des citoyens qui sont avant tout laïques. L'emphase qu'ils mettent à développer les capacités d'apprentissage et de questionnement chez leurs élèves est vraiment une bonne chose. Ceci constitue peut-être un danger plus grand que la conversion de quelques-uns au christianisme.

Quant aux conversions, on doit sérieusement se poser la question de savoir si le statut socio-économique des convertis change après leur conversion. La plupart du temps il demeure inchangé ; les changements que l'on peut voir relèvent davantage de circonstances individuelles plutôt que d'une mobilité sociale. Est-ce que la conversion religieuse au christianisme ou à l'hindouisme a aidé les indigènes qui sont marginalisés par les politiques étatiques ? C'est cette question que nous autres missionnaires devons combattre tant au niveau idéologique qu'empirique.

Note : Je remercie Amit Mitra et J.S. Bandukwala pour leurs discussions et leurs commentaires durant la rédaction de cet article.

Références

- Yogendra Yadav et Priyavadan Patel, "Advantage BJP", *Frontline*, 20 décembre 2002. pp. 4-9.
Lobo, Lancy, "Persecution of Indian Christians", *Dialog: A Journal of Theology*, vol. 41, n° 2, Été 2002.
Lobo, Lancy. *Globalisation Hindu Nationalism and Christians in India*. Delhi: Rawat Publications, 2002.

Lancy Lobo, S.J.
Centre for Culture & Development (CCD)
Xavier Technical Institute Campus
Sevasi, Vadodara 391 101, INDE

+91 265 312 976 (fax)
<ccd@wilnetonline.net>

+ + + + +

DÉBAT DÉBAT

Organismes génétiquement modifiés (OGM) : un débat

Sergio Sala, S.J.

Dans sa recension du livre “La sécurité alimentaire mondiale – Perspective catholique sur la politique alimentaire du nouveau millénaire¹” paru dans le dernier numéro de *Promotio Iustitiae*, Alex Mubeye SJ, se plaignait du fait qu’il manquait à une analyse si bien faite de la situation alimentaire mondiale, l’ingrédient qui en aurait fait une analyse exhaustive : les organismes génétiquement modifiés (OGM). Nous répondons à cette invitation à la précision par un débat sur ce sujet de grande actualité.

Depuis quelques années la science a pris place, à juste titre, parmi les problématiques sociales. Réfléchissons, par exemple, sur la manière dont la recherche sur les sources d’énergie renouvelables peut éviter non seulement les catastrophes écologiques provoquées par un usage aveugle du pétrole et du charbon, mais encore les guerres et les destructions dues au contrôle des sources d’énergie. Cependant, nous savons aussi que l’emploi qu’on fait du savoir technique et scientifique est rarement neutre, qu’il est un instrument de domination et que “pour le réorienter au profit de l’humanité, il nous faut un souffle nouveau de l’esprit²”. Des sciences très sectorielles, parlant des langages spécifiques accessibles seulement aux experts, sont de plus en plus présentes dans les médias. L’impossibilité d’accéder à un degré suffisant de compréhension du problème est une des formes les plus dangereuses de pauvreté, car elle amène facilement les pauvres à se laisser manipuler. Dans les articles, il est dit à plusieurs reprises qu’il faut informer les gens, appels qui rejoignent celui de l’Académie Pontificale des Sciences : “dans le contexte de la nouvelle tâche de la science et de la technologie à l’intérieur de la société, une participation de plus en plus importante à l’éducation d’un large public atteint une importance capitale...³”. Le débat qui suit veut répondre à cette double exigence d’information et de tentative de trouver des chemins pour diminuer le fossé du savoir. Mais seul un travail en réseau peut faire passer cette contribution du cercle restreint des lecteurs de *PJ* à un plus vaste public. Nos lecteurs, aussi bien que ceux d’autres journaux s’occupant des pauvres, du développement durable et de la lutte pour la justice, devront s’habituer à trouver dans les articles et dans les comptes-rendus un nombre croissant de termes scientifiques et essayer d’en comprendre le sens : la rédaction cherchera à expliquer les mots qui ne sont pas encore connus de tout le monde.

Les articles que vous trouverez ci-dessous se fondent sur des expériences personnelles de jésuites et de collaborateurs et mettent en évidence tout l’éventail des composantes de ce phénomène complexe : il y a des facteurs agricoles, juridiques, commerciaux, politiques, écologiques ainsi qu’éthiques et spirituels. Les positions sont différentes, certaines pourront même sembler opposées : elles dépendent des pays d’origine, si éloignés, d’une approche culturelle différente, de la confiance ou du manque de confiance dans l’idée que les OGM puissent vraiment aider ceux qui

¹ Alex Mubeye SJ, *Promotio Iustitiae* 78 (2003), p. 28.

² Jean-Paul II, Discours aux membres de la “European Physical Society.” 1979.

³ *Pontificiae Academiae Scientiarum scripta varia* 99. Science and the Future of Mankind, Proceedings, (Cité du Vatican, 2001) p. 513.

souffrent de la faim. Encore une fois les jésuites se montrent capables d'une pluralité de points de vue qui peut troubler celui qui chercherait un point de repère unique dans cette tour de Babel des propos que l'on tient sur les aliments transgéniques. Mais une telle diversité de points de vue est un signal de liberté de la pensée et de pluralité dans une période historique où les centres du pouvoir voudraient tout englober et mondialiser dans leur propre manière de concevoir le développement.

L'ordre des articles ci-après a été choisi dans le but de faire alterner des opinions fortement contraires aux OGM avec d'autres plus favorables. Nous avons évité quelques répétitions pour des raisons de place : si quelqu'un désire avoir les articles complets, on peut nous écrire à l'adresse qui figure sur la couverture. Avant le débat, nous présentons une courte introduction sur quelques principes fondamentaux de génie génétique ; pour conclure, une réflexion à partir de la spiritualité de la création chrétienne et de saint Ignace.

Un grand merci à ceux qui ont accueilli avec plaisir la proposition du débat, non seulement pour leurs articles si riches, mais encore pour leur vie engagée dans la recherche et le travail quotidien en faveur des pauvres. Merci aussi à ceux qui, tout en étant dans l'impossibilité de nous envoyer un article pour des raisons de travail ou à cause des délais très brefs que nous avons imposés, ont montré de l'intérêt pour notre initiative et pourront compléter à l'avenir cette œuvre d'information. Nous invitons tous ceux qui s'occupent à différents niveaux des OGM à envoyer le fruit de leur réflexion à la rédaction de *PJ*

Sergio Sala, S.J.
Secrétariat de la Justice Sociale
C.P. 6139
00195 Roma Prati, ITALIE

+39 06688 06418 (fax)
<sjs@sjcuria.org>

De l'équipe éditoriale ⁴

Enjeu du débat

Le débat international sur les OGM porte sur un ensemble assez complexe de problèmes, surtout au sujet de modifications génétiques d'organismes utilisés dans l'alimentation humaine, mais aussi des organismes qui sont modifiés pour produire nombre de produits industriels ou pharmaceutiques. Il est essentiel que nous clarifions ces problèmes pour nos lecteurs : voilà pourquoi nous publions un grand nombre de positions et des points de vue différents sur chaque sujet pour favoriser une meilleure compréhension du problème. Le débat porte sur plusieurs questions relatives aux OGM, notamment de savoir si les OGM peuvent aider à résoudre la crise alimentaire mondiale et éliminer la faim dans le monde, de savoir si les OGM sont dangereux pour la santé humaine, si les multinationales qui font la promotion des OGM acquièrent un pouvoir excessif sur les ressources agricoles et réduisent le pouvoir des agriculteurs pauvres, si les OGM profitent aux pauvres et à leur sécurité alimentaire ou ne font qu'accroître leur dépendance par rapport aux riches, quel impact les OGM auront sur l'équilibre fragile de l'environnement dans la nature, s'ils y a des technologies agricoles alternatives (surtout l'agriculture biologique), si les récoltes OGM augmentent le rendement des agriculteurs, si les processus de régulation peuvent fonctionner dans

⁴ Avec la contribution des Pères R. Lesseps et S. Ignacimuthu.

tous les pays et s'ils sont convenables, si les OGM vont contribuer à réduire encore la biodiversité de notre planète. Voici quelques questions que ce débat soulève.

Quelques éléments de biochimie et de génie génétique (GG)

Un **gène** est tout simplement une unité héréditaire composée d'une longue molécule appelée acide désoxyribonucléique (ADN). Les gènes sont disposés dans une grande chaîne appelée un chromosome ; dans les plantes et les animaux (mais pas dans les bactéries), ces chromosomes contiennent non seulement de l'ADN mais aussi des molécules de protéines associées à l'ADN. Aujourd'hui, on sait que dans un organisme, l'ADN fait partie d'un réseau de régulation complexe qui comprend un certain nombre de facteurs, y compris d'autres gènes de l'organisme, la position du gène sur le chromosome, le degré de compression du chromosome et d'autres molécules comprenant des protéines et l'acide ribonucléique (ARN). C'est en fonction de ce système complexe de contrôle qu'à un moment et en un lieu donnés, certains gènes sont exprimés dans un organisme. En outre, l'impact des gènes sur un organisme est bien souvent affecté par l'interaction de l'organisme tout entier avec son environnement.

La **biotechnologie** fait référence à « toute application technologique qui utilise des systèmes biologiques, des organismes vivants ou des dérivés de ces derniers, pour fabriquer ou modifier des produits ou des processus en vue d'un usage spécifique ». La biotechnologie recouvre toute une palette de technologies différentes, telles que les manipulations génétiques, les transferts génétiques, le séquençage de l'ADN et le clonage de plantes et d'animaux. En 1953, James Watson et Francis Crick découvrirent la structure de l'ADN, qui est la molécule qui porte l'information génétique. En 1961, le premier bio-pesticide fut mis au point. Dans les années 1970 et 1980, on développa une technologie de l'insertion de fragments d'ADN d'un organisme dans l'ADN d'un autre organisme (y compris entre des espèces distantes et différentes), technologie que l'on appela le **génie génétique** (GG).

Les **organismes génétiquement modifiés** (OGM) sont des organismes dont le matériel génétique a été changé par GG. Comme exemple d'OGM, on peut prendre un plant de maïs portant un gène d'une bactérie qui lui permet de produire une substance chimique qui tue certains parasites.

Potentialités et risques des organismes génétiquement modifiés

Ignacio Núñez de Castro, S.J.

Voici quelques années, on a forgé le terme *biotechnologie* pour désigner l'utilisation d'organismes vivants dans le but d'obtenir des biens et des services. Depuis le temps de ses premières installations en milieu rural, l'humanité a utilisé des organismes vivants pour la fermentation du vin, du pain, du yoghourt, du fromage, etc. Quoiqu'en première approximation nous puissions dire qu'il s'agissait de « processus naturels », il reste toutefois très difficile de délimiter le naturel de l'artificiel, puisque le mélange de nature et d'artifice constitue l'essence même de l'humanité. La biotechnologie suppose une nouvelle étape : l'obtention d'OGM par les techniques de l'ADN recombiné⁵.

⁵ L'ADN recombiné se réfère à l'ADN qui a été altéré à travers la combinaison de matériel génétique provenant de deux sources différentes (NdE).

L'application de la biotechnologie à l'agriculture constitue ce qu'on appelle « la troisième révolution verte »⁶. Cependant, le débat à ce sujet est en général justifié, parce que cette nouvelle agriculture ne va pas sans risque. Voici à grands traits quelques uns de ces risques :

- i) les éventuels dommages directs aux êtres humains, comme les allergies aux nouvelles protéines ou bien le transfert de gènes de résistance aux antibiotiques aux micro-organismes de la flore intestinale et par conséquent à d'autres micro-organismes pathogènes envahisseurs ;
- ii) les éventuels dommages aux écosystèmes par la transformation aléatoire du génome⁷ d'autres espèces et par l'altération de la biodiversité.

Conjointement à ces risques, il faut évaluer les bienfaits de l'utilisation agricole des OGM comme l'obtention de cultures à rendement élevé, de protéines végétales de plus grande qualité et de fruits à mûrissement tardif, ainsi que le développement de nouvelles variétés de plantes et l'obtention de plantes résistantes aux attaques des insectes, à la sécheresse, au froid, aux herbicides, aux pesticides et à la salinité.

Au regard de ce panorama où nos doutes et incertitudes sont souvent plus forts que nos certitudes et après une étude détaillée des potentialités et risques de l'utilisation des OGM, nous parvenons à quelques conclusions⁸.

1. Dans le débat sur les OGM il est urgent d'obtenir des informations publiques et objectives sur les risques réels et les faits avérés par l'utilisation de ces organismes. En même temps, le public a besoin d'être informé des avantages et des inconvénients potentiels de la biotechnologie en général et de la biotechnologie appliquée à l'agriculture en particulier, tout en sachant qu'il n'est jamais possible de parvenir à un risque zéro.
2. Il est nécessaire de réaliser des études sur la toxicité pour les personnes, les dommages aux écosystèmes, les risques de pollinisation croisée, entre autres, pour pouvoir décider en connaissance de cause. Etant donné que sur ce point notre ignorance est grande, il ne faudrait utiliser aucun organisme dans le domaine commercial sans une étude préalable approfondie.
3. Il est important que la bioéthique soit enseignée à l'école secondaire et au niveau universitaire. La bioéthique doit se développer parallèlement à la biotechnique. Une bonne éducation en bioéthique aiderait à éviter les fausses alertes publiques qui se propagent souvent dans ce domaine, sachant que les informations fournies par les

⁶ Dans les articles du présent débat, le lecteur trouvera l'expression « révolution verte » précédée d'un numéro : première, deuxième ou troisième. Il n'y a pas une définition unique et une claire distinction entre une « révolution verte » et les autres. En effet, seule la première est universellement reconnue comme telle. En général, la première « révolution verte » qui s'est déroulée entre les années 1940 et 1980, a contribué à doubler la production alimentaire, à travers la création de variétés de blé, de maïs et de riz de haut rendement. Une deuxième « révolution verte » dans les années 1970 et 1980 comprenait la libéralisation du commerce et a ajouté des nouvelles variétés qui ont augmenté le rendement de 50 % en 10 ans. La troisième « Révolution verte » est en train d'introduire des innovations et l'utilisation des biotechnologies, se fonde sur le transfert de matériel génétique aux récoltes et devrait augmenter le rendement d'autres produits alimentaires comme le sorgho, le millet et la cassave (NdE).

⁷ Le génome d'un organisme est l'ensemble de ses chromosomes, contenant tous ses gènes et l'ADN associé (NdE.)

⁸ Ignacio Núñez de Castro, "Aspectos éticos del uso de plantas transgénicas" en *Introducción a la Biotecnología Vegetal. Métodos y Aplicaciones*, [« Aspects éthiques de l'utilisation de plantes transgéniques » en *Introduction à la biotechnologie des végétaux. Methodes et applications*]. Ed. J. L. Caballero, V. Valpuesta, J. Muñoz Blanco, (Publicaciones de la Obra Social y Cultural, Cajasur, Cordoba, 2001), pp. 355-372.

médias sont souvent biaisées par des préjugés idéologiques, tandis que dans d'autres occasions il manque un fondement scientifique rigoureux.

4. On est parti d'un concept biologique erroné, tout à fait réductionniste : un gène – une enzyme. Autrement dit, la fonction d'un gène détermine la synthèse d'une protéine spécifique et rien que cela. On n'a tenu compte ni des effets pléiotropiques⁹, ni de l'épigénèse¹⁰. A ce sujet notre ignorance est aussi beaucoup plus grande que nos quelques preuves certaines. Somme toute, nous ne connaissons pas tous les effets résultant de l'introduction d'un gène étranger dans un génome déterminé.
5. Il se peut qu'on soit allé trop vite. Si l'impératif technologique ne saurait prévaloir sur l'impératif éthique, c'est encore moins le cas pour l'impératif économique, qui semble pourtant avoir reçu la prééminence, une fois de plus, dans l'application de la biotechnologie à l'agriculture.
6. Des réglementations mondiales rédigées et adoptées par les grandes organisations internationales (ONU, UNESCO, Conseil de l'Europe) devraient servir de référence aux législations nationales de chaque pays. Ainsi pourrait-on éviter les conflits dans l'application de lois très différentes, permissives dans certains pays et restrictives dans d'autres. Le problème de la biotechnologie est un problème de solidarité entre les peuples et les générations futures. Nous nous trouvons devant la nécessité de sauvegarder les droits de l'homme de troisième génération¹¹. Les titulaires de ces droits, c'est l'ensemble de l'humanité unie solidairement, c'est-à-dire la communauté humaine présente et future. Par conséquent, conformément au vieil adage « *quod omnes tangit ab omnibus aprobetur* » (ce qui concerne tout le monde doit être approuvé par tous), c'est à la communauté internationale d'élaborer un cadre juridique auquel doivent s'ajuster les législations nationales. A l'intérieur de ce cadre juridique, chaque pays devra gérer les bénéfices qui peuvent découler de l'usage de la biotechnologie, en minimisant les risques dans chaque cas et en tenant compte du bien commun et de la justice.
7. Un tel cadre juridique approuvé à un niveau international fournirait des normes éthiques découlant de trois sources : les traités internationaux, les législations nationales respectives et surtout la conscience éthique des chercheurs. L'harmonisation de ces trois sources doit déterminer les chemins à suivre et les règles de comportement des communautés scientifiques.
8. Tout consommateur a un droit inaliénable à être informé, de manière claire et précise, de la composition des aliments, de la présence d'un composant résultant de techniques biotechnologiques et de la méthode et l'origine des gènes introduits, en signalant les causes possibles d'allergies, même si celles-ci semblent être minimes.
9. Il ne serait pas juste de nous priver des grandes possibilités que nous offre actuellement la biotechnologie pour améliorer la qualité de vie et remédier à la faim de tant d'êtres humains. Cependant, je voudrais rappeler les mots prophétiques prononcés par

⁹ Selon l'effet pléiotropique, il semble que chaque gène contrôle plusieurs caractéristiques de l'organisme et qu'il coordonne selon toute hypothèse son activité en lien avec l'activité des autres gènes (NdE).

¹⁰ L'épigénèse est l'établissement des bases d'un contrôle de l'organisation des activités de tous les gènes nécessaires au développement d'un organisme complexe (NdE).

¹¹ Par les « droits de troisième génération », on entend le droit au développement et le droit de l'environnement, alors que les « droits de deuxième génération » sont les droits économiques, sociaux et culturels et les « droits de première génération » sont les droits civils et politiques (NdE).

Pierre Teilhard de Chardin en 1948 qui annonçait et dénonçait tout à la fois le futur que nous sommes en train de vivre : « Dans cette course au progrès ne serions-nous pas en train de brûler imprudemment nos réserves ? ... Prenons garde au fait que nous encore des pieds d'argile ».

10. En dernier lieu, il faut soutenir les valeurs suivantes dans la nouvelle agriculture :
- Produire suffisamment d'aliments pour remédier à la faim des huit cent millions d'êtres humains qui la subissent encore
 - Travailler pour obtenir des aliments de grande qualité
 - Parvenir à une amélioration des systèmes de distribution et de stockage
 - Arriver à une production mondiale plus écologique et moins polluante
 - Maintenir la biodiversité
 - Protéger le paysage et les communautés humaines en milieu rural
 - Mettre en place un système de sécurité sociale pour les travailleurs agricoles qui soit à parité avec celui des travailleurs industriels et avec les mêmes droits.

Ma position personnelle est celle d'une ouverture aux nouvelles possibilités que la biotechnologie nous offre, ouverture tempérée par une réflexion s'enracinant dans la conscience éthique du chercheur, qui soupèse les possibles risques réels de biotechnologie sans alarmisme, mais en acceptant les immenses bienfaits que l'on peut en tirer. La réflexion éthique doit être toujours une réflexion sur des nuances qui aident à discerner le bien commun dans un moment déterminé de l'histoire. C'est de cette réflexion que surgiront les normes positives qui constituent le droit.

Ignacio Núñez de Castro, S.J.
Virgen de las Flores 23 (Carranque)
29007 Málaga, ESPAGNE

<ignacastro@probesi.org>

Les Organismes génétiquement modifiés : au-delà de la sagesse populaire

Thibaud d'Oultremont, S.J.

Les plantes GM comparées aux techniques de vaporisation d'insecticides

Comparées aux approches basées sur les insecticides, la technique OGM peut avoir des aspects positifs. Comme les insectes ont des fonctions aussi variées que nécessaires dans un écosystème, et comme les plantes GM peuvent cibler des insectes *spécifiques*, les plantes GM peuvent minimiser les troubles que peut subir l'écosystème. Selon les gènes insérés dans la plante, l'environnement sera plus ou moins troublé. Utilisés avec prudence, les plantes GM peuvent théoriquement causer moins de dégâts à l'environnement et à notre santé que les techniques de vaporisation d'insecticides. Même si ce n'est pas toujours le cas et que l'idée est trop simpliste, on peut généralement dire que, plus un gène est spécifique à une population, moins il causera de dégâts pour l'environnement. Le type d'insecte ciblé est de la plus haute importance pour la santé de l'écosystème. Par exemple, si un prédateur important est ciblé sans que ne le soit une de ses proies, la population de proies en question, loin de baisser, augmentera fortement, pouvant endommager grandement les plantes. Une attention toute spéciale doit être portée pour garder un

« équilibre raisonnable » parmi les populations de proies et prédateurs dans les champs. Les expériences sur le terrain suggèrent que les OGM gèrent assez bien les populations de ravageurs, causant nettement moins de dommages que la vaporisation d'insecticides, et sembleraient plus durables pour l'écosystème, du moins à court terme.

Au-delà de la comparaison

Dans leurs politiques à court terme, les industries ont tendance à accumuler des gènes qui produisent des toxines¹² auxquelles les insectes vont développer des résistances. Or, la situation peut devenir incontrôlable. Tout se passe comme si une population humaine prenait un large spectre d'antibiotiques, et ce, tout le temps. Des bactéries deviendraient rapidement résistantes à ces antibiotiques, et ces derniers cesseraient d'être efficaces. Les gens mourraient alors de maladies auparavant inoffensives. Les insectes peuvent être comparés aux bactéries, et la population humaine aux plantes. En d'autres termes, les industries désirant rassurer les gens qui achètent leurs produits ont tendance à « surmédicaliser » les plantes. Ce n'est pas du développement durable. C'est une politique à court terme guidée par le profit.

Il est plus que probable qu'il existe en secret des technologies de ce genre qui servent le programme économique de certaines entreprises et certainement pas celui des petits agriculteurs pauvres. Comme de plus en plus de technologies sont incorporées dans des variétés d'OGM par de moins en moins d'entreprises, nous subissons une perte de diversité génétique dans les cultures. Des entreprises contrôlent les technologies OGM et les utilisent seulement sur des variétés spécifiques. A cause de leur haut degré d'uniformité génétique, les OGM ont une base de résistance plus étroite aux insectes ravageurs et aux maladies que des variétés diverses plus traditionnelles. Il semblerait qu'il ne faille qu'un faible stimulant économique pour maintenir cette vaste diversité génétique.

Des données montrent que le style d'agriculture de la première Révolution verte ne permet pas de développement durable. Aux Philippines, en Inde et au Népal, par exemple, les récoltes de riz ont diminué graduellement depuis les années 80 à cause d'une dégradation à long terme du sol. En augmentant la production des plantes, des scientifiques pensent que cette technologie impose un fardeau de production intenable pour la structure du sol.

L'impact des OGM sur la chaîne alimentaire : un exemple

L'insertion du gène de *Bacillus thuringiensis* (Bt)¹³ dans les plantes est une des avancées technologiques les plus importantes pour la gestion des insectes. Les gènes de Bt produisant une toxine inactivée (protoxine) insecticide sont introduits dans le génome des plantes pour contrôler les insectes. Le Bt dans les plantes est inactif, mais quand les larves d'insectes se nourrissent de la plante, la protoxine est activée dans le système digestif de l'insecte. Les prédateurs, qui se nourrissent des insectes, ingèrent la toxine (exotoxine). Les effets ne sont généralement pas mortels. Cependant, ils réduisent la fécondité et les vitesses métaboliques des prédateurs. Le métabolisme ralentit différemment selon l'insecte. Par conséquent, on affecte non seulement la population d'insectes ciblée, mais aussi ses prédateurs, et par conséquent, la chaîne alimentaire, d'une manière ou d'une autre. Par exemple, quand le prédateur se nourrit de pollen de maïs

¹² Toxines : molécules qui ont certains effets toxiques caractéristiques. Elles comprennent les endotoxines, relâchées par la lyse des bactéries, les exotoxines, relâchées dans l'environnement biologique par des bactéries spécifiques et la protoxine, forme inactivée. En général, les exotoxines sont plus dangereuses que les endotoxines (NdE).

¹³ Bt est un agent biologique, plutôt qu'un composé chimique synthétique. Bt est une bactérie sporifère qui produit des cristaux de protéine appelée delta-endotoxines. Ces cristaux sont mortels pour certains insectes (NdE).

contenant des toxines et de proies se nourrissant des feuilles de maïs, la population de prédateurs pourrait être fortement réduite ou son métabolisme ralenti. Par conséquent, la population des proies se nourrissant de maïs pourrait augmenter énormément, et les cultures pourraient être sérieusement endommagées.

Sécurité biologique

La sécurité biologique est probablement une des questions les plus controversées touchant aux biotechnologies. Il existe des standards pour l'évaluation de ces risques. Voici la signification de deux d'entre eux :

1. Les équivalents substantiels : les produits des biotechnologies devraient être aussi sûrs que les produits fabriqués par des moyens alternatifs (les nourritures et pratiques agricoles conventionnelles). C'est ainsi que le Département de l'Agriculture des États-Unis a considéré les OGM autorisés aujourd'hui sur le marché. L'idée centrale de ce principe est de considérer les types et les niveaux d'un risque associé à une biotechnologie à la lumière des risques des technologies alternatives, et de soumettre les biotechnologies au même standard de risque relatif.

2. Le principe de précaution¹⁴: l'interprétation de cette approche est source de bien des controverses. Souvent, ce principe exige une preuve de sécurité avant de permettre que de nouvelles technologies ne soient adoptées. Le principe de précaution semble appliquer aux produits biotechnologiques une norme différente de celles appliquées aux technologies similaires qui, elles, n'ont jamais dû établir ainsi la preuve de leur sécurité. Le principe de précaution, cependant, comme mesure préventive, tient suffisamment la route, même s'il peut s'opposer au principe des équivalents substantiels. La raison d'être de ce principe est la volonté politique de résoudre le problème de la pollution génétique et d'autres problèmes écologiques.

Coût et impact d'une réglementation

Il peut être si coûteux d'appliquer une réglementation que seules les grandes entreprises peuvent se le permettre. Par conséquent, les semences appartiendront à des grandes entreprises beaucoup plus qu'à des pays du Tiers Monde. De plus, les petits agriculteurs sont dépendants d'achats coûteux qui augmentent leur endettement. Ce processus de régulation contribue à mettre en place une situation dans laquelle les besoins alimentaires de base d'une grande partie de la population de notre planète risquent de ne pas être satisfaits.

Droits de propriété intellectuelle

La Protection de la Variété des Plantes (PVP) permet aux reproducteurs de plantes de protéger des variétés pendant 20 ans. Les brevets donnent aux inventeurs le droit légal de créer un monopole limité pendant cette période, permettant au secteur privé de posséder les semences de ces plantes. De nouveau, seules les grandes entreprises peuvent s'offrir ces brevets. Par conséquent, le Tiers Monde ne peut être propriétaire des semences qu'il est en droit de réclamer. Une question majeure qui doit être posée ici est de savoir si la nature peut être l'objet d'un droit de propriété, et si oui, de qui. Tout ceci est compliqué par la pollution génétique qui peut transférer des gènes vers la culture d'un agriculteur. Dès lors que les semences de cet agriculteur sont porteuses, par cette pollution, de matériel génétique appartenant à une entreprise comme Monsanto, par exemple, il

¹⁴ Quand une activité peut présenter une possible menace pour la santé humaine ou l'environnement, des mesures de précaution doivent être prises, même si tous les liens causes-effets ne sont pas complètement établis scientifiquement. Dans ce contexte, c'est celui qui propose l'activité qui supporte la charge de la preuve plutôt que le public (NdE).

est défendu à l'agriculteur de les replanter. La perspective d'un contrôle plus serré et monopolistique de la nature s'accroît d'année en année.

Le prix de la dépendance

Les OGM détenus par les grandes entreprises sont utilisés en vue du profit et non pour le bien-être ou les besoins de base des pauvres qui sont floués par ce processus lucratif. Par exemple, même si les grandes entreprises ne cachent pas le contenu génétique de leurs produits, les agriculteurs ne sont généralement pas suffisamment instruits pour savoir si les semences qu'ils ont achetées peuvent leur causer préjudice ou si elles seront aussi performantes que la publicité ne le laisse penser.

Une plus grande dépendance encore s'installe lorsque de nouvelles semences sont modifiées génétiquement pour ne fonctionner qu'avec certains herbicides (les produits Monsanto et AgrEvo), forçant les agriculteurs à acheter l'ensemble requis pour la récolte. Les agriculteurs pauvres essayent en général le produit à cause de la récolte potentielle et s'endettent rapidement à cause des herbicides, de l'eau et des fertilisants requis pour mettre en œuvre cette technologie.

Les OGM comme armes de guerre

Il est possible d'utiliser les techniques OGM pour la guerre en travaillant sur des pathogènes dirigés contre les humains ou pour détruire le système agricole de l'ennemi. Qui sait où ces technologies de guerre peuvent aller ?

Thibaud d'Oultremont, S.J.
Environmental Science Policy and Management Department
University of California at Berkeley
151 Hilgard Hall
Berkeley, CA 94720-3110, U.S.A.

<tdoultre@yahoo.com>

Sécurité alimentaire – OGM ou cultures biologiques ?

Paul Desmarais, S.J.

Ma contribution au débat OGM se fonde sur 32 ans de formation agricole d'agriculteurs modestes.

Je suis arrivé en Zambie en 1971 muni d'un diplôme en agriculture et d'une grande expérience de agriculteur, ayant grandi dans une ferme industrielle dans l'Ontario du sud-ouest au Canada. Je connaissais bien ce qu'il fallait pour produire de la nourriture et augmenter les revenus des agriculteurs : enlever tous les arbres des champs, mécaniser avec des tracteurs et défricher, utiliser davantage de fertilisants et de pesticides, enlever les haies, promouvoir le maïs hybride et la monoculture. Ce système d'agriculture avait réussi en Amérique du Nord, nous produisions un surplus de récoltes et les agriculteurs étaient relativement aisés. En fait, le gouvernement zambien promouvait ce système à travers la documentation, la formation et ses agents pour le développe-

ment agricole. D'autres ONG impliquées dans la promotion agricole faisaient, elles aussi, de même. J'ai suivi cette approche pendant 15 ans. Au début de chaque saison des pluies les agriculteurs demandaient un crédit pour acheter des engrais. Nous envoyions alors un tracteur dans les villages pour labourer à temps (le maïs planté à temps porte la plus grande récolte). Lors des démonstrations menées pendant les jours de travaux pratiques (*field days*)¹⁵ nous montrions que le maïs hybride avec des engrais produisait plus que le maïs fécondé sans engrais. Pourquoi les agriculteurs n'auraient-ils pas adopté cette nouvelle technologie ? Il était évident pour toute personne ayant une formation scientifique que c'était le moyen de produire suffisamment de nourriture. Avec une plus grande production on pensait qu'on pouvait aussi augmenter les revenus. Finalement, au milieu des années 1980, j'ai commencé à me rendre compte que nous n'aboutissions nulle part. Ce n'était pas seulement en Zambie où nous travaillions, mais à travers tout le continent africain, en Asie, en Amérique du Sud et même en Amérique du Nord, que les mêmes problèmes étaient remarqués. Des fissures se développaient dans ce système agricole. En Ontario, les agriculteurs devaient avoir un emploi salarié à plein temps en plus du travail dans leurs fermes qui ne leur rapportaient pas assez. Ils devaient mener leur activité agricole la nuit au retour de leur travail en ville et les week-ends. En fait, tout simplement, les agriculteurs ne gagnaient pas suffisamment avec leurs fermes pour rester dans l'agriculture ; beaucoup d'agriculteurs perdaient leurs exploitations et ils apprenaient qu'ils n'étaient pas compétitifs. En fait, cependant, ces agriculteurs étaient bien souvent ceux qui avaient adopté les nouvelles technologies dont on faisait la promotion.

Où en sommes-nous donc aujourd'hui ? Il y a un surplus de nourriture produit dans le monde et pourtant beaucoup de gens ont faim et les agriculteurs ne tirent pas un juste revenu de leur travail et investissement. Nous sommes dans une situation où la nourriture devient une marchandise comme une autre. La nourriture est préparée, mise en paquets et vendue comme une marchandise. La nourriture n'est plus considérée comme un droit pour toute personne.

Le type d'agriculture industrialisée qui a été promu au cours du demi-siècle qui vient de s'écouler soumet les agriculteurs à un cercle vicieux. Les agriculteurs obtiennent de gros crédits pour se procurer des instruments de production chers afin d'avoir une grande production...en vue de rembourser les crédits. Si les récoltes sont mauvaises ils ne sont pas capables de payer leurs dettes et risquent de perdre leurs exploitations. Même une bonne récolte ne garantit pas qu'on ne devra pas s'endetter la saison suivante pour acheter encore des outils. C'est la même histoire –tous les ans avec les crédits bancaires.

Je dois avouer que quand j'ai commencé à étudier l'agriculture biologique au milieu des années 1980, j'étais très sceptique. Je pensais que l'agriculture biologique était réservée à une petite portion de la société. Au fur et à mesure que nous en apprenons davantage sur l'agriculture biologique au Kasisi Agricultural Centre, je peux dire sans nul doute que c'est le seul moyen qui nous permettra de produire suffisamment de nourriture pour le monde, et surtout pour le monde des pauvres. Les agriculteurs qui ont pratiqué l'agriculture biologique pendant la faible saison des pluies de 2001-2002 en Zambie ont eu un surplus de récoltes tandis que ceux qui ont suivi les principes de la Révolution verte n'ont pas pu produire suffisamment de nourriture pour leurs besoins familiaux. La Révolution verte a augmenté la production dans certaines parties du monde mais aux dépens des pauvres et de l'environnement. Elle n'est ni durable ni socialement juste. La Révolution OGM relève du même système de pensée. En théorie, elle a le potentiel d'augmenter la production. En fait, les haricots de soja GM ont causé une baisse de rendement. Les partisans de la cause OGM affirment que les cultures GM pousseront dans des conditions d'aridité, dans les sols à bas niveaux de fertilité ou à difficultés salines, mais ceci ne s'est pas encore vérifié. L'agriculture OGM n'est certainement pas juste socialement étant donné que les brevets

¹⁵ Les jours de pratique (*field days*) sont consacrés à l'apprentissage sur terrain.

d'invention sont entre les mains des multinationales et leur objectif final est de dégager des bénéfices pour leurs actionnaires.

Quelles sont les implications des cultures GM pour les agriculteurs modestes et surtout les agriculteurs de cultures biologiques ? Il y a des questions éthiques à considérer dans le débat OGM. *La nourriture concerne la vie*. L'agriculture n'est pas simplement une question d'affaires, de commerce et de bénéfices. Pour analyser de manière complète la question controversée de l'introduction des cultures OGM en Zambie, nous devons donc poser quelques questions éthiques sérieuses. :

1. Les aliments GM conduiront à une plus grande insécurité alimentaire. Les cultures génétiquement modifiées portent un brevet d'invention de leurs propriétaires conformément à la législation sur les « droits de propriété intellectuelle ». Les agriculteurs devront acheter des semences GM chaque année et le fait de replanter ses propres semences GM sera un délit ; tout cultivateur qui agirait ainsi pourrait être poursuivi en justice. Pourtant, traditionnellement, les agriculteurs, depuis des siècles, gardent et marchandent leurs semences avec des voisins qui veulent les replanter. Pourquoi les cultivateurs zambiens devraient-ils maintenant perdre ce droit fondamental suite à des actions des sociétés qui recherchent le profit ? En Zambie, comme dans plusieurs parties du monde, y compris l'Amérique du Nord, les cultivateurs conservent un peu de leurs semences, mais pas assez. Les petits agriculteurs n'ont pas les ressources financières suffisantes pour s'acheter ce qu'il faut chaque année. En fait, beaucoup de gens qui ont perdu leurs semences au début de la mauvaise saison des pluies en 2002 n'avaient pas les moyens d'acheter d'autres semences pour de nouvelles semences. Est-ce juste qu'une personne physique ou morale revendique la propriété d'un organisme vivant et dépose un brevet d'invention pour lui ? Jusqu'à tout récemment, il n'y avait jamais de brevets sur les organismes vivants. Ces derniers relevaient du domaine public, tout le monde pouvant en bénéficier et pas seulement ceux qui ont les revenus suffisants pour détenir des brevets d'invention exclusifs. Ceci, bien entendu, a des répercussions éthiques directes sur le développement des peuples pauvres et des pays pauvres comme la Zambie.
2. Les cultures GM causeront la disparition de l'agriculture biologique. Aussitôt qu'une culture GM est mise sur le marché, elle contamine, à travers la pollinisation croisée, les autres plantes non GM avec le matériau génétique modifié. Par exemple le maïs indigène¹⁶ au Mexique, origine du maïs génétiquement modifié, est maintenant contaminé par le maïs GM. Une fois mise sur le marché, une culture GM ne peut jamais être arrêtée. Au Canada, les cultivateurs de canola biologique ont perdu leurs marchés parce que leurs cultures sont contaminées par les OGM. Ces cultivateurs ne peuvent pas vendre leur canola sous le label biologique. Il est irresponsable de contaminer les espèces cultivées avec du matériau GM. Devrait-on tolérer une telle contamination vu son impact sur l'avenir de l'agriculture durable en Zambie ?
3. Le système alimentaire devient de plus en plus contrôlé par quelques multinationales basées dans les riches pays du nord. Ces multinationales détiennent la propriété des semences et des pesticides et, dans certains cas, même des silos à grain¹⁷. Pour la Zambie

¹⁶ Les plantes indigènes (*landraces*) sont des plantes cultivées qui sont génétiquement diverses et flexibles. Au siècle dernier, le croisement était souvent fait pour produire des variétés pures, entraînant moins de biodiversité. Toutefois, la plupart des cultures de subsistance dans le monde non-industrialisé sont toujours *des* cultures indigènes (NdE.).

¹⁷ Les céréales, surtout en Amérique du Nord, sont vendues par les agriculteurs à un « élévateur à grains », terme historiquement fondé. Le grain est soulevé et introduit par gravité dans un silo d'entreposage ou chargé à bord d'un train, d'un bateau ou d'un camion (NdE.).

toute une série de questions éthiques se pose quand nous demandons à qui profite ce système alimentaire mondial ? Qui en souffre ? La plupart des cultures GM sont modifiées pour résister à l'herbicide ou aux insectes. Naturellement les multinationales vendront les semences GM à un prix plus élevé et y ajouteront les royalties et vendront alors leur marque d'herbicide qui convient à leur semence.

4. Les cultures GM favoriseront une agriculture industrialisée. Une agriculture industrialisée favorisera de larges fermes et la mécanisation aux dépens des exploitations familiales plus petites. Ceci accroîtra le chômage en Zambie et aggravera le grave problème de la pauvreté généralisée. La question éthique qui se pose quand on promeut l'agriculture industrialisée plutôt que les petites exploitations familiales est la suivante : est-ce que la Zambie souhaite accroître son taux de chômage ?

Ces considérations éthiques et d'autres doivent entrer dans le débat OGM si nous voulons construire un avenir qui respecte les droits de l'homme, le développement communautaire, l'éradication de la pauvreté et la protection de l'environnement. Les fonctionnaires, les responsables politiques, la société civile, les responsables religieux, les hommes et femmes d'affaires du secteur privé et les citoyens ordinaires doivent s'assurer de mettre en priorité dans leur programme d'action les questions éthiques mentionnées ci-dessus au sujet des cultures GM.

Notre souci ici est clair : loin de chercher à résoudre les causes structurales sous-jacentes de la faim, les cultures GM ne feront qu'exacerber ces causes. Assurer la sécurité alimentaire en Zambie exige une approche de l'agriculture qui soit, dans presque tous les sens, l'opposé de celle promue par les compagnies de génie génétique et leurs alliés dans ce pays.

Le chemin vers l'avant est ainsi marqué du besoin d'attendre plus de clarté à propos des risques potentiels et des conséquences à long terme sur la santé humaine, l'environnement et l'infrastructure agricole. Il y a une Législation Modèle Africaine de l'OUA qu'un pays pourrait utilement suivre dans la définition de sa politique de bio-sécurité. Le Modèle Africain protège les droits des communautés locales, des agriculteurs et des éleveurs et donne des directives sur l'accès aux ressources biologiques.

Comment donc sortir de ce cercle vicieux de l'agriculture industrialisée ? La seule option que je trouve est l'agriculture biologique. Les OGM sont incompatibles avec l'agriculture biologique. Les agriculteurs de cultures biologiques sont indépendants. Ils peuvent s'occuper de leurs cultures avec très peu d'ingérence extérieure, ils n'ont pas besoin des grands crédits bancaires dont ont besoin les agriculteurs traditionnels, ils n'ont pas besoin de pesticides et sont généralement beaucoup plus indépendants des multinationales. L'agriculture biologique est un système qui est socialement juste, économiquement viable et qui respecte l'environnement. Elle nourrira le monde, maintiendra l'environnement et aidera les pauvres.

Paul Desmarais, S.J.
Kasisi Agricultural Training Centre
P.O. Box 30652
Lusaka,
ZAMBIE

<katc@zamtel.zm>

Une contribution au débat : « La nourriture génétiquement modifiée est-elle un poison ? »

Leo D'Souza, S.J.

J'écris cette réponse en tant que chercheur en biologie végétale et bio-technicien jésuite. La recherche en biologie végétale consiste en principe dans la modification du génome végétal existant grâce à différentes techniques. Les gènes ont été modifiés soit par la nature, soit par les chercheurs, soit, plus récemment, par la technologie transgénique.

Modifications génétiques dans la nature

Dans l'état de nature, des modifications génétiques se produisent lors de croisements anormaux, c'est-à-dire entre des plantes appartenant à des espèces ou même des genres différents, qui ne se reproduisent normalement pas entre eux. Le blé dur et le blé à pain sont le résultat de l'introduction des gènes d'une herbe sauvage, *Aegilops*, dans le blé primitif. Le maïs moderne est le résultat d'un croisement entre le maïs primitif et le *Tripsacum*, une plante sauvage. Le blé, comme le maïs, sont essentiellement des organismes génétiquement modifiés.

La modification génétique se produit également dans la nature par opération de différents facteurs, tels que la température, les produits chimiques et les rayonnements. C'est la cause du pool génétique très largement divers qui est aujourd'hui disponible dans la nature.

Les modifications génétiques par les cultivateurs classiques

Les cultivateurs classiques ont utilisé les mêmes techniques pour créer de nouvelles plantes ou transférer un gène souhaité d'un parent sauvage à une plante cultivée. *Triticale* et *Sacalotricum* sont des croisements entre le blé et le seigle et ont été acceptés et cultivés bien qu'ils sont des organismes génétiquement modifiés. Les gènes de résistance aux maladies, de variétés naines ou géantes, ont été insérés dans des plantes cultivées. La plupart de ce que nous cultivons aujourd'hui n'existerait pas sans les modifications dans leur composition génétique. Les variétés de blé et de riz nain qui ont permis la révolution verte ont été le résultat du mélange et de la modification de génomes d'un grand nombre de ces plantes. Toutefois, le processus d'identification et de sélection de plantes ayant le caractère désiré est très lourd et lent. Comme dans l'état de nature, les cultivateurs ont créé un pool génétique plus grand par des mutations à l'aide de produits chimiques et de rayonnements.

Les modifications génétiques par technique moléculaire

Les biologistes moléculaires ont aidé à raffiner les techniques utilisées par les cultivateurs. Il n'est plus aujourd'hui nécessaire de faire se féconder deux individus et de limiter la fécondation aux plantes qui peuvent être croisées. Des gènes spécifiques peuvent être identifiés, isolés et multipliés par des méthodes moléculaires et peuvent être transférés à un autre organisme avec l'aide des techniques de culture tissulaire. Néanmoins, le problème est d'identifier et de sélectionner des plantes qui ont le nouveau gène. A cette fin, le gène recherché est attaché à un gène marqueur qui peut être détecté facilement, c'est-à-dire visuellement ou chimiquement. Le premier marqueur génétique que les bio-techniciens ont découvert est un gène de résistance aux herbicides. Les plantes supposées être modifiées étaient cultivées dans un milieu contenant l'herbicide. Seules

survécurent les plantes contenant le gène de résistance à l'herbicide (GRH), et avec lui, le gène recherché. Malheureusement, cette technique a des désavantages. Il est possible que les plantes marquées aux GRH deviendront dominantes, conduisant à une race résistante aux herbicides. La découverte que les gènes peuvent être transférés indirectement et absorbés par des organismes contenus dans le sol ou l'eau augmente la peur que ces gènes puissent être transférés à d'autres cultures. Toutefois, les scientifiques sont conscients du problème et ont aujourd'hui recours à d'autres marqueurs génétiques comme le gène de la protéine verte fluorescente. On a également développé des techniques pour retirer le gène marqueur quand on n'en a plus besoin.

Une autre crainte est que les gènes originaires d'autres organismes pourraient provoquer des allergies dans les personnes qui consomment ces aliments. Cette crainte repose sur une noix brésilienne qui favorise la production de protéines, mais provoque aussi des allergies chez certaines personnes. Les personnes allergiques à la noix tombèrent malades quand ils consommèrent des produits élaborés à partir de plantes transformées avec ce gène. C'est pourquoi il est nécessaire d'avoir une mention attirant l'attention des consommateurs lorsqu'on vend des produits contenant des gènes étrangers. Pour autant, toutes les personnes qui mangent de ces produits ne tomberont pas obligatoirement malades.

Une crainte similaire porte sur le fait que si un gène produit une substance toxique pour les parasites, comme le gène Bt de la bactérie *thuringensis*, cette substance pourrait aussi être un poison pour les personnes qui mangent des produits tirés de plantes modifiées contenant ce gène. C'est cette crainte qui justifie que beaucoup de personnes rejettent le maïs génétiquement modifié qui a le gène Bt. Les résidus de ce « spray » bactériologique ne peuvent pas être totalement éliminés, et il y a donc une possibilité qu'ils entrent dans la chaîne alimentaire. Mais personne n'a encore protesté contre cette utilisation en pulvérisation sur des plantes cultivées. Au cours des dernières années, le gène Bt a été divisé et utilisé dans différentes plantes. Certaines larves d'insectes meurent quand elles se nourrissent de ces plantes. Néanmoins, le gène est extrêmement spécifique dans son action et ne s'exprime que dans un environnement pH¹⁸ qui n'est pas présent dans l'être humain. Les études menées à ce jour n'indiquent pas s'il y a des effets toxiques pour les êtres humains lorsqu'ils consomment des aliments contenant le gène Bt, pulvérisé ou intrinsèque.

Notre expérience et notre expérimentation

En Inde, la seule plante qui peut être cultivée est le coton Bt. Nos visites auprès des agriculteurs et nos rapports avec eux manifestent qu'ils sont contents du coton Bt, dans la mesure où il réduit les coûts du traitement anti-parasites par pulvérisation. Dans leur enthousiasme pour le coton Bt, de nombreux cultivateurs ont acheté de mauvaises graines à de fausses sociétés de semences. La mauvaise récolte de coton cette année a été utilisée comme arme par les opposants au Bt frappant ses partisans. Toutefois, le Bt n'est qu'un insecticide, et comme tous les autres insecticides, n'est aucunement responsable des facteurs de qualité ou de rendement d'une quelconque culture. La récolte de coton globalement mauvaise est le résultat d'une sécheresse durable et, dans une certaine mesure, des mauvaises semences. Comparées au véritable coton Bt, les plantes ne contenant pas le gène Bt ou issues de mauvaises semences ont donné un rendement beaucoup plus faible en raison de la sécheresse et des attaques des insectes.

Dans notre laboratoire, nous travaillons à la transformation des trois espèces de plantes. La noix de cajou est une plante utile sur le plan commercial et qui procure des devises étrangères vitales pour le pays. En outre, elle fournit du travail à un grand nombre de paysannes. Les arbres à cajou cultivés aujourd'hui ont un rendement faible, le rendement est encore réduit par les parasites et les noix brutes produites sont insuffisantes pour la demande du marché et pour fournir un travail

¹⁸ Le pH mesure l'état acide/basique de solutions aqueuses, du sol et d'autres substances (NdE).

suffisant aux femmes. Nous avons établi un protocole pour une multiplication à grande échelle d'arbres à cajou à haut rendement en utilisant des techniques de culture tissulaire. Nous essayons aujourd'hui d'introduire un gène de résistance pour les arbres à cajou, puisque nous trouvons qu'aujourd'hui les plantations doivent être fréquemment traitées par pulvérisation de grandes doses d'insecticides. Le traitement réduit dans une certaine mesure les attaques des insectes mais il constitue aussi une atteinte à la santé publique dans les villages autour des plantations. Des cas de malformations à la naissance, des handicaps et différentes maladies chez les adultes ont été rapportés. Un gène de résistance aux insectes intégré dans la plante pourra non seulement prévenir les attaques des insectes plus efficacement, mais aidera aussi à éviter les risques pour la santé publique.

Le piment, *Capsicum annuum*, un condiment utilisé par les habitants de cette région, est attaqué par des parasites qui diminuent considérablement le rendement. De grandes quantités de pesticides sont nécessaires pour éviter les pertes. Certains résidus de pesticides demeurent sur les gousses, même après lavage, et entrent dans la chaîne alimentaire humaine. Nous menons aujourd'hui des expériences pour transformer les plants de piment en introduisant des gènes de résistance aux parasites qui empêcheront les pertes de récoltes et la contamination de l'alimentation humaine par les résidus de pesticides.

L'éleusine, *Eleusine coracana*, céréale brute cultivée et consommée par les gens très pauvres de l'état du Karnataka, est attaquée par plusieurs insectes qui détruisent les récoltes, provoquant de grandes pertes chez les agriculteurs pauvres. Nous étudions la possibilité d'insérer un gène de résistance aux insectes dans l'éleusine pour prévenir les pertes dues aux attaques des insectes.

Les membres de mon équipe et moi sommes convaincus que notre travail est économiquement utile et profitable à l'environnement. Non seulement il permettra de prévenir des pertes de récoltes dues aux attaques des insectes, mais il aidera à diminuer l'utilisation de pesticides, permettant dès lors un environnement plus sûr.

Conclusion

L'introduction d'aliments génétiquement modifiés a soulevé nombre de peurs, certaines bien-fondées et certaines irrationnelles. Les peurs humaines, bien-fondées ou irrationnelles, doivent être prises en compte. Avant la mise sur le marché, les nouveaux produits pharmaceutiques sont testés pour leur efficacité et pour leurs effets secondaires. De même, la qualité des plantes génétiquement modifiées doit être testée, en particulier pour savoir si elles sont en quoi que ce soit toxiques pour l'homme, avant de pouvoir être cultivées. Des précautions et contrôles particuliers doivent être pris avant la mise en vente. Ce serait certainement une défaite contre nos intérêts si nous devons complètement interdire tous les organismes génétiquement modifiés sur le fondement de certains problèmes et de certaines craintes.

L'auteur a fait sa thèse en biologie végétale à l'Institut Max-Planck pour la Biologie Végétale à Cologne, en Allemagne. Aujourd'hui, il fait de la culture tissulaire et des études moléculaires pour certaines cultures essentielles de l'Inde. Cet article a été écrit après consultation de son équipe, Dr Smitha Hegde, Dr A C Augustine, M Anuradha et Sashikiran Nivas.

Leo D'Souza, S.J.
Laboratory of Applied Biology (Dr. Küppers Biotech Unit)
St. Aloysius College
Post Box 720
Mangalore 575 003, INDE

<leodsouza@hotmail.com>

Géopolitique des OGM

Peter Henriot, S.J.

Si l'on cherche une illustration de ce que peut être l'impact de la mondialisation sur un pays du Tiers-Monde, on la trouve sans difficulté dans les controverses et pressions exercées sur la Zambie, alors qu'elle a récemment refusé l'introduction de cultures génétiquement modifiées. Ce qui aurait pu être simplement une dispute scientifique concernant les conséquences pour l'environnement et la santé de l'introduction de maïs américain génétiquement modifié, est devenue une vaste intrigue internationale et un imbroglio diplomatique de grande envergure.

Introduction de céréales GM

Vers la mi-2002, il devint clair que la Zambie, et plusieurs autres pays dans le sud du continent africain, allaient vers de sérieux problèmes de pénurie alimentaire. Par manque de pluie les récoltes s'annonçaient insuffisantes. En réponse à l'appel lancé par le Président Mwanasawa, les États-Unis offrirent à la Zambie un *prêt* de 50 millions de dollars pour l'achat de maïs qui servirait à des mesures d'assistance d'urgence. Venant des États-Unis, ce serait du maïs 'génétiquement modifié'¹⁹.

Comme jusqu'alors la Zambie n'avait pas officiellement introduit de cultures génétiquement modifiées, la question se posa de savoir s'il était sage d'accepter cette offre. Au début du mois d'août le président rassembla d'urgence des spécialistes pour débattre publiquement de la question. La participation y fut large et variée : hommes de sciences au service du gouvernement, chercheurs universitaires, représentants du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et d'autres bailleurs de fonds, membres de la société civile et des associations d'agriculteurs, chefs coutumiers, etc. Des membres du parlement et d'autres dirigeants politiques importants étaient également présents.

Parmi les opinions exprimées, une majorité se dégagea qui préférait invoquer un 'principe de précaution' internationalement reconnu, à savoir qu'il est préférable d'attendre que les questions relatives à l'environnement et la santé soient résolues avant que des aliments génétiquement modifiés soient introduits dans le pays. Pour y voir plus clair, un groupe d'hommes de science zambiens fut envoyé aux États-Unis et en d'autres pays (voyage sponsorisé par les Américains). De retour en Zambie ils soumièrent au président un rapport qui suggérait que l'interdiction soit maintenue. Ce qui fut fait, et telle est encore la situation aujourd'hui.

Réaction des États-Unis

Pour faire face à la disette, le gouvernement zambien lança un nouvel appel international, pour une aide en aliments 'non génétiquement modifiés'. Le Président Mwanawasa expliqua qu'il était préférable que quelques-uns souffrent de la faim plutôt que tolérer que beaucoup soient empoisonnés. La réaction des États-Unis fut aussi rapide que virulente. La position du gouvernement zambien fut sévèrement critiquée, ses arguments ridiculisés et ceux qui la soutenaient tournés en dérision. Ajoutez à cela des pressions politiques et menaces de mesures de rétorsion.

¹⁹ Les États-Unis sont le plus grand producteur mondial de produits bio-technologiques : plus de 88 millions d'acres ont été plantés en 2001, 68 % du toute la surface de plantations bio-technologiques. L'Argentine occupe la deuxième position comme producteur (22 %), suivie par le Canada (6 %) et la Chine (3 %). Voir, James Stamps, 'Trade in Biotechnology Food Products', *International Economic Review*, novembre/décembre 2002, p.5 (NdE).

M. Tony Hall, ambassadeur américain auprès de la FAO (Rome) alla même jusqu'à suggérer que tous les chefs de gouvernement qui refusaient l'aide alimentaire génétiquement modifiée devraient être jugés par la Cour Internationale de Justice, pour génocide de leur propre peuple... (ce qui ne manque pas de piquant si l'on se souvient que les États-Unis ne reconnaissent pas la juridiction de la cour internationale de justice !)

Ce qui est clair, c'est que l'initiative de la Zambie a touché une corde sensible : la controverse entre les États-Unis et l'Union européenne à propos de l'importation d'aliments génétiquement modifiés. A l'heure actuelle l'Europe interdit l'entrée de ces produits, à moins qu'ils ne soient clairement étiquetés comme tels, une décision jamais acceptée par les États-Unis. Comme les États-Unis envoient des produits agricoles génétiquement modifiés dans d'autres pays africains, la position de la Zambie est perçue comme un dangereux précédent qui pourrait avoir un effet de vague négatif. Dans une perspective géopolitique de mondialisation du commerce, ceci est en effet dangereux.

Les jésuites critiqués

La réaction américaine n'est pas seulement issue d'une préoccupation *humanitaire* pour une population qui a faim. Cela saute aux yeux si l'on considère l'offensive montée par le gouvernement américain contre deux institutions jésuites de Zambie considérées comme influentes dans ce débat public sur la réception ou non de produits agricoles génétiquement modifiés. Le Centre de Formation Agricole Kasisi (KATC, Kasisi Agricultural Training Centre) travaille parmi les petites entreprises agricoles. Le 'Centre de la Compagnie pour la Réflexion Théologique' (JCTR, Jesuit Centre for Theological Reflection) est un centre de recherche et d'action sociale. Avant cette controverse les deux institutions avaient déjà élaboré ensemble une étude scientifique sur l'impact que pourrait avoir sur le secteur agricole l'introduction de récoltes génétiquement modifiées. Les deux centres furent invités à présenter leurs conclusions lors de la réunion mentionnée plus haut dans cet article. Les résultats de leurs recherches soutiennent la décision finale prise par le gouvernement zambien de ne pas accepter le maïs GM.

D'après cette étude du KATC-JCTR l'introduction de cultures génétiquement modifiées causerait à long terme de sérieux problèmes tels qu'une diminution de la production, l'augmentation de l'utilisation des herbicides et une réduction de la biodiversité. Cela donnerait parfois des résultats imprévisibles et diminuerait les revenus des petits agriculteurs qui fournissent 80 % des besoins alimentaires de la Zambie. Des considérations de justice sociale furent également mises en avant : une agriculture qui donne du travail à beaucoup et ainsi fait vivre de nombreuses familles serait remplacée par une culture intensive et commerciale faite dans de larges entreprises à la mécanisation poussée. On pourrait alors s'attendre à une augmentation du chômage et l'autonomie alimentaire du pays serait menacée (voir également dans ce même numéro de *PJ* les contributions de Paul Desmarais et Roland Lesseps).

Aussi bien scientifiquement que politiquement et moralement, la position prise par les auteurs de cette étude était controversée, mais elle était également ouverte à discussion dans un dialogue respectueux. Ce rapport fut placé sur le site Internet du JCTR et envoyé aux responsables d'Églises, d'ONG, à des membres du corps diplomatique et d'autres personnes intéressées. Des réactions favorables vinrent de certains groupes internationaux ('Food First', 'Friends of the Earth') et des critiques d'autres (des scientifiques agronomes qui avaient travaillé pour Monsanto). Tout cela était prévisible. Dans l'ensemble la controverse se calma après que le gouvernement zambien eut pris sa décision.

Subitement une tempête éclata du côté diplomatique de l'affaire. L'engagement des Jésuites dans ce débat en était le centre. Par la presse il était annoncé que le secrétaire d'Etat des États-Unis,

Colin Powell, avait écrit au Vatican en demandant que les évêques zambiens mettent en question la position de leur gouvernement. L'ambassadeur américain auprès du Vatican rendit visite à la Curie généralice des Jésuites en demandant que les autorités interviennent auprès du JCTR pour leur faire comprendre que la position du centre causait un grand tort aux zambiens affamés. Le chef de l'USAID, à Washington, accusa les Jésuites d'être insensibles à la situation dramatique du pays. Des articles apparurent dans la presse américaine accusant le KATC et le JCTR d'irresponsabilité dans leurs recherches et dans leur soutien de la position du gouvernement zambien.

Le directeur du JCTR discuta l'affaire avec le représentant de l'USAID en Zambie et des officiels de l'ambassade des États-Unis à Lusaka. Deux membres du GAO²⁰ (l'audit officiel du Congrès américain) lui rendirent visite pour en obtenir son opinion personnelle. Questions et commentaires arrivèrent au JCTR venant de groupes divers, des quatre coins du monde. Certains étaient favorables, d'autres pas. Comme le KATC et le JCTR estiment que leur position est basée sur de solides données scientifiques et dans la ligne de l'enseignement social de l'Église, ils ne changèrent pas d'avis.

D'autres leçons à tirer de cette expérience

La recherche autant que la conscientisation dans le domaine des OGM continue en Zambie et ailleurs. Cependant, ce n'est pas la priorité des priorités du KATC – la formation des agriculteurs pauvres à une agriculture durable et qui permette de subvenir à leurs besoins l'est davantage. Ce n'est pas non plus le cœur des activités du JCTR – des questions telles que l'annulation de la dette internationale et la justice des salaires prennent davantage de temps et d'énergie. Toutefois, comme d'autres articles dans ce numéro de *Promotio Iustitiae* le montrent, il s'agit là d'un problème dont l'importance morale et politique est capitale et qui ne disparaîtra pas de sitôt. Dans un discours récent (mi-mai 2003) le président Georges Bush a dit à nouveau que priver les pays africains de produits agricoles génétiquement modifiés contrarie les efforts faits dans la lutte contre la faim. Les États-Unis continueront à faire pression pour que les produits génétiquement modifiés soient plus largement acceptés.

Cette controverse en Zambie peut paraître mineure comparée à d'autres questions internationales autrement brûlantes, telles que la guerre en Irak et le terrorisme. Mais il faut la considérer comme faisant partie du paysage plus large de la mondialisation. Elle met bien à jour les connivences géopolitiques du commerce mondial allié aux influences politiques et intérêts des grandes sociétés multinationales. Et par ailleurs elle révèle également le rôle constructif que peuvent jouer la société civile, les groupes d'Églises, les Jésuites et leurs collègues.

Au moins trois leçons sont à retenir : [1] Si vous mettez en doute les positions prises par des acteurs puissants, tels que les États-Unis et ses partenaires les multinationales, assurez-vous que vos arguments sont soutenus par une analyse scientifique rigoureuse. Vous n'éviterez sans doute pas la controverse, mais votre compétence ne peut être prise en défaut. [2] Soyez clairs, dès le départ, que la justice sociale et option pour les pauvres sont les principes directeurs de votre plaidoyer. [3] Mettez-vous en contact avec d'autres ayant des intérêts et valeurs similaires ou partageant votre compétence. Telle est la force des Jésuites qui, par exemple, participent au Réseau international des jésuites pour le développement (IJND).

Pete Henriot, S.J.

Jesuit Centre for Theological Reflection

P.O. Box 37774

10101 Lusaka, ZAMBIE

+260 1 290 759 (fax)

<katc@zamtel.zm> / <jctr@zamnet.zm>

<www.jctr.org.zm>

²⁰ Bureau de la comptabilité générale, General Accounting Office (GAO)

Les végétaux génétiquement modifiés

S. Ignacimuthu, S.J.

Introduction

Au taux actuel de croissance de la population mondiale de 1,4 % par an, celle-ci devrait passer d'environ six milliards d'individus aujourd'hui à neuf milliards dans les 50 prochaines années. Alors que cela entraînera l'exigence d'un accroissement de la production agricole, il faudra tout autant améliorer la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires humains pour cette population croissante. Les déficiences macro- et micro-nutritives sont répandues dans les pays en développement, et la malnutrition est encore un problème de santé mondial. La diminution des ressources naturelles telles que les terres cultivables et l'eau représentent un défi majeur – comment les besoins alimentaires de la population humaine peuvent-ils être satisfaits sans dégrader davantage l'environnement ? La biotechnologie est un outil précieux pour atteindre ces objectifs.

Le développement de la biotechnologie

L'époque de la biotechnologie commença dans le monde moderne en 1953 quand James Watson et Francis Crick découvrirent la structure de l'ADN, la molécule qui porte l'information génétique. Depuis ce moment, la science génétique et ses applications technologiques ont fait des progrès rapides. En 1961, le premier bio-pesticide fut développé pour protéger des récoltes essentielles. En 1973, on provoqua le premier changement d'une molécule d'ADN, selon le processus bio-technologique qu'on appelle aujourd'hui la technologie de l'ADN recombinant. En 1982, l'Administration fédérale des États-Unis pour l'alimentation et les produits pharmaceutiques approuva le premier médicament mis au point par biotechnologie, à savoir l'insuline humaine produite par des bactéries génétiquement modifiées. En 1989, le coton fut génétiquement modifié pour le protéger contre les insectes, et ce fut le tour du maïs l'année suivante. En 1997, la brebis Dolly fut le premier animal cloné à partir d'une cellule adulte.

Applications de la biotechnologie

Les applications de la biotechnologie offrent un potentiel énorme pour les questions agricoles, pharmaceutiques et écologiques. Des semences génétiquement modifiées peuvent être utilisées pour cultiver des plantes qui ont des caractéristiques différentes des plantes qu'on trouve dans la nature. Les nouvelles caractéristiques aident les agriculteurs à réduire la consommation d'engrais chimiques, d'insecticides et d'herbicides. Ceci conduit à un environnement sans pollution.

- Prenons l'exemple du gène Bt, obtenu à partir d'une bactérie du sol, *Bacillus thuringiensis* (Bt), qu'on trouve dans le sol dans le monde entier. Il y a plusieurs milliers de types de Bt qui existent dans la nature – complètement inoffensifs pour l'être humain et l'environnement depuis des millions d'années. Quand le gène Bt est pris sur la bactérie et inséré dans des cultures comme le coton, la tomate et le tabac, il les rend moins fragiles face aux parasites. Quelles en sont les implications ? Cela signifie que nous devons utiliser moins de pesticides pour protéger les récoltes contre les insectes. Il peut tuer les parasites au niveau du nanogramme, c'est-à-dire d'un cent millionième de gramme.
- Le gène Bt n'est pas la seule possibilité pour l'amélioration des récoltes. Il y a plusieurs autres gènes qui peuvent être incorporés dans les cultures pour réduire les pertes dues aux parasites et améliorer la productivité ou la valeur nutritionnelle.

- Le *Cajanus sericus*, un proche parent sauvage du « pois-pigeon », résiste à l'*Helicoverpa*. Nous pouvons prendre des gènes sur cette plante particulière, les cloner et les insérer dans le pois-pigeon pour produire des plants de pois-pigeon qui résistent à l'*Helicoverpa*.

Les partisans des plantes génétiquement modifiées soutiennent que ce que les scientifiques font maintenant n'est une réplique de ce qui se produit dans la nature par les croisements et l'hybridation mais qui n'a pas de direction et se fait au hasard. A travers cette technique moderne du génie génétique – c'est-à-dire le choix d'un gène spécifique et son intégration dans le génome pour qu'il exprime une forme différente – les scientifiques peuvent donner une direction à la mobilité des gènes.

Notre travail

Dans notre Institut de Recherche Entomologique, nous travaillons depuis 1998 pour modifier génétiquement des variétés de riz et de haricots. Nous avons produit avec succès un riz modifié génétiquement qui résiste à l'insecte *Sitophilus orizae* qui attaque les stocks. Nous avons également réussi à produire une variété de haricot qui résiste à l'insecte *Callosobruchus maculatus* qui attaque les stocks. Ces deux espèces ne sont cultivées que sous forme de test dans un environnement contrôlé et ne sont pas encore disponibles pour un usage ordinaire par les agriculteurs.

Quelques données

- Il est établi que les États-Unis devancent le monde entier par leur succès dans la production de variétés de cultures et de produits alimentaires selon le mode transgénique.
- Quand les Américains ont introduit les gènes résistants aux parasites dans les plantes, la première réaction a été que les insectes pourraient développer une résistance à ces gènes, de la même manière qu'ils ont été capables de développer une résistance aux pesticides chimiques. Cela ne semble pas être le cas jusqu'à présent.
- Nous, les indiens, devons améliorer génétiquement certaines de nos plantes indigènes telles que le sorgho et le joha. Le développement de ces céréales est essentiel parce qu'elles sont l'alimentation de base de l'homme pauvre. Tout progrès en matière de sécurité des stocks ou des récoltes donnera un avantage économique supplémentaire aux agriculteurs pauvres, surtout ceux qui sont dans les régions tribales.
- Les OGM sont probablement la meilleure solution pour un pays pauvre en ressources comme le nôtre, si nous devons augmenter notre base de matières premières. Nous perdons 30 % dans les champs et 10 à 20 % dans les stocks en raison des parasites et des maladies. En 1996, il n'y avait que 4,3 millions d'acres de cultures d'OGM dans le monde ; mais la croissance en a été exponentielle ces dernières années. En 2000, le chiffre était supérieur à 100 millions d'acres.
- En utilisant cette technologie, nous pouvons améliorer les rendements existants et introduire une résistance dans les cultures pour combattre des parasites spécifiques. En outre, nous pouvons accroître la valeur nutritionnelle et lutter contre les maladies. Les cultures génétiquement modifiées peuvent être utilisées pour produire des produits pharmaceutiques et fabriquer des vaccins pour un certain nombre de maladies.
- Il y a quelques années, une variété génétiquement modifiée de maïs qui n'avait pas encore été approuvée pour la consommation humaine, mais seulement pour le fourrage animal est rentrée dans le système de distribution alimentaire aux États-Unis, en raison de la complexité du système de transport et de livraison.

- Un analyste de premier rang, M. Crysten Brown, directeur du Centre de Recherche sur les Consommateurs à Davos, pense que l'opposition grandissante aux OGM aujourd'hui est une phase de transition et que les gens se rendront compte que la nourriture génétiquement modifiée est en fait bonne.
- L'Université de l'Iowa rapporte que 26 % des agriculteurs réduisent leur consommation de produits chimiques quand ils ont recours à des cultures modifiées génétiquement.
- Les cultures génétiquement modifiées apportent d'autres bienfaits – l'eau, un sol plus sain et moins de résidus. La culture de plantes résistantes herbicides entraîne moins de labourage. Les chances d'érosion de la terre de surface et des nutriments sont de ce fait réduites et l'écologie s'en sent mieux.

Conclusion

Les plantes résistant aux insectes réduiront l'utilisation de pesticides nocifs en modifiant des gènes qui codent des protéines naturellement biodégradables sans effets nocifs pour les animaux et les êtres humains. L'application de la bio-technologie végétale sera sans aucun doute significative pour les parties pauvres et non industrialisées du monde. C'est dans ces endroits que le développement socio-économique dépend de l'adoption intelligente de pratiques agricoles avancées qui accroissent la production d'aliments, de fourrage et de fibres, conduisant à une amélioration générale des niveaux de vie. Il est indéniable qu'on a soulevé les préoccupations écologiques telles que la fuite de transgènes vers des mauvaises herbes apparentées. Toutefois, il semble que la consommation d'aliments génétiquement modifiés présente peu de danger pour la santé humaine. Dans le même temps, nous avons besoin de nouvelles méthodes et de nouveaux concepts pour tester les différences chimiques, nutritives, toxicologiques et métaboliques entre les cultures OGM et les cultures conventionnelles et étudier la sécurité des techniques génétiques utilisées dans le développement de cultures OGM si nous voulons établir cette technologie sur un fondement scientifique solide et apaiser les craintes du public.

Savarimuthu Ignacimuthu, S.J.
Director, Entomology Research Institute
Loyola College
Post Box 3301
Chennai 600 034, INDE

<imuthu@hotmail.com>

L'impact des produits transgéniques sur les petits producteurs agricoles en Bolivie

Nele Marien

Cet article essaie de répondre aux questions sur les risques et les avantages des produits transgéniques pour les petits producteurs agricoles et les populations indigènes en Bolivie. Ces paysans, producteurs sur une petite échelle, représentent, tous ensemble, un tiers de la population bolivienne. Presque tous les petits producteurs en Bolivie sont des agriculteurs indigènes : au contraire, les grands agriculteurs commerciaux généralement ne sont pas les descendants des populations autochtones des Amériques. Il y a donc une division tant économique que culturelle entre les deux groupes des petits et des grands producteurs et leurs intérêts sont naturellement très différents.

L'impact des produits transgéniques sur les petits producteurs est analysé à quatre niveaux :

- (i) économique, en considérant les petits producteurs comme une entité économique ;
- (ii) culturel, en considérant le problème du point de vue des populations autochtones ;
- (iii) productif, du point de vue des grands producteurs ;
- (iv) gouvernemental, en considérant que la Bolivie est un pays en voie de développement.

Les produits transgéniques sont de plus en plus répandus aujourd'hui dans le monde entier. La Bolivie n'a pas été exempte de cette tendance : il y a déjà eu des champs d'expérimentation avec production de pommes de terre transgéniques et, plus récemment, avec le soja. Sur les marchés on peut trouver un grand nombre de produits génétiquement modifiés, importés soit légalement soit illégalement. D'un côté, le gouvernement bolivien a établi un moratoire pour les expérimentations de produits transgéniques dans les champs, mais de l'autre il a autorisé dans certains cas ces mêmes tests soient menés. On rencontre la même contradiction dans sa politique de commerce international : l'entrée de produits transgéniques est interdite, mais dans certains cas, comme le blé provenant des États-Unis, elle est autorisée. Il n'y a aucune réglementation cohérente ni aucune mise en œuvre d'une politique claire et nette.

Du point de vue des petits producteurs, qui produisent la plus maigre récolte de toute l'Amérique Latine, une augmentation des niveaux de production et une réduction des maladies et des insectes nuisibles pourraient apparaître très avantageuses. Mais l'emploi de produits transgéniques crée des difficultés qui doivent être prises en considération. Avant tout, le coût des semences, qui sont brevetées, est très élevé, et la libre utilisation en est interdite. Les petits producteurs sont très préoccupés car ils courent le risque de devoir payer pour les brevets, et qu'ils pourraient même payer des amendes pour l'emploi de semences transgéniques. Ils ne possèdent pas, au jour d'aujourd'hui, les ressources nécessaires pour payer ces coûts élevés ; en outre, il n'y a aucune garantie que grâce à l'emploi de ces produits transgéniques ils seront vraiment en mesure d'augmenter leur productivité, et plus spécialement leurs ventes, de manière à couvrir le coût des semences.

Deuxièmement, l'emploi concomitant de produits agrochimiques spécifiques sans lesquels les produits transgéniques ne sauraient prospérer, fait encore plus augmenter les coûts. C'est la même multinationale qui contrôle la vente des semences aussi bien que des produits chimiques, et qui exerce donc un contrôle complet sur les paysans.

Un troisième problème est représenté par le besoin de technologies avancées pendant la phase de la récolte et l'après-récolte des produits transgéniques, puisque beaucoup de ces produits sont extrêmement vulnérables aux traitements manuels. Actuellement les petits producteurs ne possèdent pas les machines agricoles nécessaires.

Ces trois facteurs – semences, produits chimiques et technologie de récolte – créent un cercle vicieux d'une double dépendance économique. D'abord, les paysans dépendent des producteurs des compagnies fournisseurs de semences et de produits agricoles ; ensuite, ils dépendent des ventes dans les marchés internationaux – les ventes doivent être assez considérables pour leur permettre d'acheter les matériaux nécessaires.

C'est par rapport au marché que les petits producteurs en Bolivie se trouvent gravement défavorisés. Leur productivité est de beaucoup inférieure à celle des pays voisins et le décalage technologique va toujours croissant. Même par rapport à l'introduction de nouvelles technologies comme les produits transgéniques, les connaissances techniques et le soutien du gouvernement sont supérieurs dans les pays proches. En plus, les petits paysans boliviens doivent lutter contre des conditions climatiques hostiles et le manque de bonnes voies de communication.

Comme nous l'avons déjà dit, ces petits producteurs appartiennent à des communautés indigènes comme les Aymaras, les Quechuas ou les Guaranis, ayant chacune ses propres traditions enracinées et sa propre culture agricole. Par rapport à l'agriculture, chacun des 33 différents groupes autochtones en Bolivie a ses propres croyances, ses rituels, ses visions. Mais un élément est commun à tout le monde, le respect pour la Nature et la biodiversité, un respect mêlé en grande partie avec des éléments religieux. Ce respect ne leur permet pas de considérer la terre comme un élément à exploiter pour des profits faciles ; au contraire, ils la voient comme un élément fondamental du cosmos, qu'il faut cultiver pour lui demander juste ce qui est nécessaire et ce qu'il est raisonnable de lui demander. Une hyper-exploitation avec des fertilisants et des engrais chimiques signifie aller contre les caractéristiques intrinsèques de la mère Terre, respectée de tous, tout en ayant des noms différents dans différents groupes culturels. L'emploi de produits transgéniques, nouvelle forme de surexploitation de la terre, ne trouve donc pas de place dans la cosmogonie des populations indigènes.

Ces mêmes populations ont cultivé au cours des siècles une diversité étonnante de plantes locales et ont basé leur production sur la biodiversité. Par exemple, il y a en Bolivie plus de 100 variétés de pommes de terre. En plus des plantes acclimatées par les indigènes, la Bolivie possède aussi une immense biodiversité de plantes sauvages. Il y a un grand danger qu'avec l'introduction de produits transgéniques bien des variétés des plantes créoles locales s'éteignent, et avec elles certains systèmes anciens de connaissance. Cela se produira inévitablement si on passe d'une production fondée sur la diversité et le contrôle biologique à la monoculture indispensable à la culture de produits transgéniques.

Un autre secteur intéressé par le problème des produits transgéniques est celui des grands paysans commerciaux, qui se spécialisent dans la production et l'exportation de produits tels que le soja. Pour eux aussi, les niveaux de production sont inférieurs à ceux des pays voisins, et jusqu'à aujourd'hui ils n'ont eu rien à faire avec les produits transgéniques. Ils sont sûrement intéressés d'augmenter la production, de manière à pouvoir être plus compétitifs sur les marchés internationaux. Mais il leur faut aussi considérer les caractéristiques des marchés internationaux. Beaucoup de pays – surtout européens – ont refusé d'acheter des produits transgéniques et ont même renvoyé des navires chargés de blé parce qu'il apparaissait qu'il y avait dans le chargement des produits transgéniques. On peut en dire autant du refus de produits transgéniques de la part du public en général dans d'autres pays ayant des marchés importants. Le secteur des exportateurs agricoles devra décider s'il préfère augmenter la productivité ou bien trouver des marchés plus sûrs pour les ventes.

Il faut donc poser cette question : quelle devrait être la position du gouvernement de la Bolivie en tant que pays en développement ? Pendant qu'il développe ses politiques de développement rural (impliquant le problème des produits transgéniques), un gouvernement doit prendre en considération ses points de force et ses faiblesses, en plus de l'identité culturelle de ses habitants. Parmi les faiblesses nous pouvons citer une très basse productivité agricole et des problèmes associés à l'exportation (manque de marchés et une petite capacité de production sur grande échelle, spécialement pour les produits typiques des petits producteurs). Un autre problème est l'identité des producteurs indigènes qui ne correspondent pas aux courants politiques de mondialisation et qui semblent être antithétiques aux intérêts des producteurs agricoles relativement gros.

Cependant, le revers de la médaille indique que ces faiblesses peuvent être transformées en autant de points de force si le gouvernement est capable de commencer à considérer les caractéristiques spécifiques des producteurs autochtones comme une occasion, une chance. Au lieu d'entrer dans une éternelle course à toujours plus de technologie, l'agriculture bolivienne pourrait être fondée sur les connaissances anciennes et sur la diversité productive des différentes cultures. La Bolivie

pourrait devenir un pays avec une spécialisation agro-écologique. On devrait propager partout dans le monde la nouvelle que la Bolivie, grâce à son immense biodiversité, possède un grand nombre de produits exotiques, et tout à fait salutaires. Il faut faire une vaste publicité à une agriculture spécifiquement bolivienne.

Connaissant ces antécédents, le gouvernement doit développer pour les produits transgéniques des politiques qui soient cohérentes et avantageuses à long terme. La Bolivie possède les potentialités pour être connue comme un pays qui se spécialise en produits agricoles écologiques, qui respecte les cultures des populations autochtones et qui trouve pour elle-même un créneau de vente dans le marché des produits salutaires.

Nele Marien
CIPCA
Casilla 5854
La Paz, BOLIVIE

+591 2 243 2269 (fax)
<nmarien@cipca.org.bo>

Rien de tel que les semences de riz locales

Yohanes W. Wartaya, S.J.

Ce petit texte constitue un essai pour partager et expliquer mon expérience vécue avec un petit groupe de cultivateurs de riz au centre de Java, en Indonésie. En 1999, j'ai encouragé un groupe de 23 agriculteurs qui s'étaient rassemblés pour former un groupe indépendant intéressé par une agriculture durable à planter une variété de riz locale appelée *menthik*. J'avais rapporté d'un autre endroit les semences de *menthik* et je l'ai alors distribué à ce groupe à Ngreja, Tirtomoyo, une région située au centre de Java. Le groupe se rencontrait chaque mois pour discuter sur les façons d'améliorer leurs techniques agricoles et d'augmenter leurs revenus.

Ces agriculteurs croient que l'expérience a été couronnée de succès. Alors que l'on prenait place pour notre réunion mensuelle, ils discutaient avec enthousiasme des bénéfices de l'introduction d'une variété locale. Selon eux, la quantité d'engrais chimique qu'ils ont dû utiliser a été considérablement réduite et ils ont commencé à utiliser davantage de compost et d'engrais biologique. L'expérience leur a démontré que l'utilisation d'une variété de riz locale nécessitait beaucoup moins d'engrais chimique et ils ont calculé qu'ils utilisaient maintenant seulement un quart de la quantité d'urée dont ils avaient besoin avec les variétés hybrides.

Une raison majeure pour laquelle ils sont contents d'utiliser cette variété locale est qu'ils n'ont plus besoin d'acheter des semences. Ils étaient tous convaincus que l'utilisation de cette variété les avait rendu plus indépendants et, en un sens, les vrais propriétaires de leurs récoltes. Il en résulte aussi un plus grand sens de sécurité parce que cette variété locale les rend confiants d'avoir assez de semences pour la prochaine saison. Tout souriant, plusieurs d'entre eux n'arrêtaient pas de répéter qu'ils n'avaient plus besoin d'aller toujours et encore au magasin. Ces considérations constituent quelques aspects de la production de riz par les petits producteurs qui semblent être méconnus dans la promotion d'un modèle homogène de la production de riz.

Lors de nos rencontres, ils discutent aussi de l'effet positif de la culture de cette variété locale sur la réduction des coûts d'irrigation. Comparé avec d'autres variétés de riz, ces semences locales

ont besoin de moins d'eau. Dernièrement, la quantité de pluie dans cette région montagneuse a été peu abondante et le niveau des réservoirs a baissé. Ainsi, les agriculteurs doivent payés cher pour irriguer leurs champs. Il s'agit d'une autre bonne raison pour laquelle les agriculteurs sont heureux d'utiliser cette variété locale qui nécessite moins d'eau.

Cette variété locale a d'autres avantages par rapport aux autres variétés hybrides. La durée de la moisson est identique à celle des variétés hybrides qu'on trouve dans le commerce, et parfois même plus courte. Mais ce qui constitue peut-être l'avantage le plus important, culturellement, c'est que le goût du riz local est bien meilleur. En outre, le *menthik* leur rapporte plus d'argent. Par exemple, 1kg de riz *menthik* se vend 2 400 Rp (environ 0,30 dollars US), alors que les variétés hybrides (riz 64) se vendent 2 100 Rp (environ 0,25 dollars). Les agriculteurs appartenant à ces groupes qui vendent leur riz à l'association appelée *Paguyuban Wukir Lestari* ont vu leurs revenus augmenter.

Les semences locales sont maintenant répandues dans la région, bien au-delà du groupe initial d'agriculteurs. D'autres variétés locales, comme le *pandan wangi*, le *sari wangi* ou le *Ho Ing*, sont maintenant devenues populaires à cause de leurs goûts particuliers. J'ai encouragé les cultivateurs locaux à utiliser ces semences locales. Clairement, il s'agit pour eux d'une façon d'être efficace et d'avoir un bon rendement.

Pour compléter et appuyer leurs activités agricoles, ils élèvent des chèvres et des vaches, et cela constitue leur source d'engrais biologique. Dans le petit village de Ngreja, il y a aussi un groupe d'agriculture biologique. Je peux simplement dire que les gens sont plus heureux qu'avant et qu'ils se réjouissent de consommer ces variétés locales. Ils ne savent rien des semences transgéniques et je me demande s'ils seraient même intéressés de les découvrir !

Yohanes W. Wartaya W., S.J.
Gereja St. Joseph
Baturetno, Wonogiri 57673
INDONESIE

<wartaya@provindo.org>

Evaluation du génie génétique dans la perspective de la spiritualité de la création chrétienne et ignatienne

Roland Lesseps, S.J.

Introduction : ma position sur les OGM

Ma position sur les questions soulevées dans cette Introduction est que les preuves dont nous disposons aujourd'hui ne nous permettent pas de soutenir la promotion des OGM dans les systèmes agricoles. La technologie du GG aujourd'hui ne permet ni l'insertion d'ADN étranger dans un lieu particulier sur le chromosome récepteur, ni l'ajout du mécanisme de régulation normal. L'insertion d'ADN peut causer des pertes et des réarrangements de l'ADN original à l'endroit de l'insertion. Ces faits nous aident à comprendre que le GG est radicalement différent des techniques de croisement traditionnelles. Je pense que notre famille humaine devrait, à tout le moins,

suivre le principe de précaution, et ne pas adopter une technologie qui n'a pas encore été testée d'une manière adéquate. Nous avons déjà de nombreux exemples de problèmes sérieux que nous avons causés par le recours à ce qui nous semblait être un progrès merveilleux, par exemple, le DDT, insecticide dont on découvrit tardivement qu'il conduisait à la mort d'embryons d'oiseaux en amincissant les coquilles d'œuf et qu'il était cancérigène, ou le chlorofluorocarbure, gaz réfrigérant qui détruisait la couche d'ozone, ou bien encore la thalidomide, calmant qui a provoqué des handicaps lourds chez plus de 7 000 enfants nés de femmes ayant pris ce médicament pendant leur grossesse.

Dans ce bref article, je ne tenterai pas d'élaborer des réponses aux questions ci-dessus sur les OGM, en partie parce que je suis sûr que la plupart de ces questions seront traitées par d'autres dans ce numéro de *Promotio Iustitiae*. Ce que je chercherai plutôt, c'est de présenter quelques réflexions sur le génie génétique à partir de notre spiritualité judéo-chrétienne et ignatienne.

La spiritualité de la création judéo-chrétienne et les OGM

Le fait que toutes les créatures de Dieu ont une valeur intrinsèque, en et par elles-mêmes, est le principe fondamental de notre présente réflexion sur les OGM. La nature n'est pas simplement utile pour nous, êtres humains, mais elle a une valeur et doit être aimée en elle-même et pour elle-même, par Dieu dans le Christ. On trouve le fondement scripturaire de cette valorisation de toutes les créatures en Genèse 1 : « Dieu vit que cela était bon... Dieu vit tout ce qu'il avait fait, et cela était vraiment très bon. » C'est une affirmation incroyable, souligne Sallie McFague. « Dieu ne dit pas juste que la création est bonne pour les êtres humains ou même, ce qui est plus étonnant, bonne pour moi, Dieu, mais tout simplement bonne, en fait même très bonne. Dieu dit que la nature est bonne en soi – pas bonne pour une chose ou une personne, mais juste bonne en soi. Le jugement de Dieu ici est esthétique : l'appréciation d'une chose en dehors de soi, en soi et pour soi. L'auteur du premier chapitre de la Genèse ne laisse aucun doute quant au fait que la bonté de la création est son message : cela est répété sept fois en 31 versets. Comment avons-nous pu rater cela ?²¹ »

Si nous voulons bien passer d'une vision anthropocentrique des autres créatures et reconnaître que d'autres créatures ont une valeur intrinsèque, alors nous pourrions accepter que ces créatures ont aussi des droits, y compris le droit de chaque espèce de garder son intégrité génétique. Sean McDonagh le dit ainsi : « dans une perspective éthique, le cœur du problème est de savoir si les autres créatures ont une valeur intrinsèque. Si oui, il est logique de soutenir qu'elles ont des droits à ce que leurs particularités, surtout la frontière entre espèces, soient respectées par une autre créature²² ».

Thomas Berry attribue la cause de la crise de l'environnement actuelle aux « efforts des peuples occidentaux pour produire une civilisation qui reconnaît les droits des êtres humains et n'accorde aucun droit à un autre mode d'être quelconque²³ ». Toutefois, Berry prétend que « chaque élément de la communauté terrestre a trois droits : le droit d'être, le droit d'habiter et le droit de remplir son rôle dans les processus de renouvellement sans fin de la communauté terrestre ». Le droit de chaque espèce de garder son intégrité génétique s'accorde certainement avec ces trois droits-là.

²¹ *Super, Natural Christians: How We Should Love Nature* [Super-chrétiens naturels : comment devons-nous aimer la nature]. Minneapolis: Fortress Press, 1997, p. 165

²² *Greening the Christian Millennium* [Rendre vert le millénaire chrétien] Dublin : Dominican Publications, 1990, p. 136.

²³ D'un manuscrit non publié, *A New Jurisprudence* [Une nouvelle jurisprudence], qui circulait parmi les amis en 2001.

La spiritualité de la création ignatienne et les OGM

Le fait que Dieu apprécie les créatures comme très bonnes est clairement reflété dans la relation d'Ignace aux créatures. Cela me frappe que David Fleming dit de la pensée ignatienne qu'en elle « nous devrions *apprécier* et utiliser ces dons de Dieu dans la mesure où ils nous aident à atteindre notre fin, qui est un service d'amour et d'union avec Dieu²⁴ ». Nous qui sommes faits à l'image de Dieu devrions refléter l'attitude de Dieu envers la nature : l'appréciation. Nous devons apprécier les choses en elles-mêmes, pour leur valeur intrinsèque. « Ni la Genèse ni les Exercices ne donnent la liberté de *mésuser* des choses créées par Dieu. Au contraire, la phrase 'dans la mesure où des choses créées sont un obstacle à notre fin, nous devons nous en dégager' dit la liberté et le respect, pas l'abus et la rébellion²⁵ ».

Cette approche des créatures, qu'Ignace partage avec François d'Assise, est peut-être encore plus claire dans la Contemplation pour parvenir à l'amour. Dieu demeure dans toutes les créatures. « Le monde est plein de la grandeur de Dieu », écrivait Gerald Manley Hopkins. Nous faisons l'expérience de l'amour créateur de Dieu brûlant au cœur de chaque créature et sommes amenés à répondre avec tout notre amour personnel, un amour pour Dieu et pour toutes les créatures de Dieu, un amour exprimé en actes. « La *Contemplatio ad amorem* propose un respect révérenciel pour toutes choses. Elle appelle à ce que la triple relation entre Dieu, les hommes et la nature soit non seulement respectueuse et généreuse, mais aussi aimante²⁶ ».

Dieu œuvre et travaille dans toutes les créatures, en les appelant continuellement à sortir du chaos et du néant. Dieu poursuit la création à chaque instant. Si, par impossible, Dieu cessait de créer, nous disparaîtrions immédiatement dans le néant. Cet « ouvrage » de Dieu notre Créateur est très différent de celui d'un artisan humain, qui répare et ajuste. John F. Haught avance la position théologique selon laquelle notre Dieu est un amour humble, qui se vide de soi-même et qui souffre. « Puisque la nature de l'amour, même à un niveau humain, est de s'abstenir de la manipulation coercitive des autres, nous ne devrions pas attendre du monde dont Dieu appelle l'existence qu'il soit instantanément ordonné à la perfection. Bien plutôt, en présence de la retenue qui convient à un amour qui se donne absolument, le monde s'épanouirait en répondant à la sollicitation divine à son rythme et selon sa manière propre. L'univers serait alors spontanément lui-même créatif et ordonnateur²⁷ ». Dieu renonce par amour à une tout-puissance de domination et permet à l'univers d'évoluer sans intervention divine, y compris avec toute la souffrance, la lutte, le gaspillage et la perte qui en découlent. C'est le rêve d'Ignace pour nous dans la *Contemplatio* que nous imitions cette divine retenue, l'amour humble de Dieu. L'application de ce qui précède au débat sur les OGM est évidente : nous devrions abandonner notre arrogance et notre adhésion au principe qu'il est bon pour nous de modifier en profondeur la composition génétique des autres créatures, au seul motif que nous en avons la capacité.

Roland J. Lesseps, S.J.
Kasisi Catholic Church
P.O. Box 30652
Lusaka,
ZAMBIE

<katc@zamtel.zm>

²⁴ *Draw Me into Your Friendship: A Literal Translation and a Contemporary Reading of the Spiritual Exercises*. [Fais de moi ton ami : une traduction littérale et une lecture contemporaine des Exercices spirituels] St. Louis : Institute of Jesuit Sources, 1978.

²⁵ *Promotio Iustitiae*, 70, p. 23.

²⁶ *Promotio Iustitiae*, 70, p. 31.

²⁷ *God after Darwin: A Theology of Evolution*. [Dieu après Darwin : une théologie de l'évolution] Boulder, Colorado : Westview Press, 1999, p. 53

EXPÉRIENCES EXPÉRIENCES

« Je voudrais espérer »

James C. Dabhi, S.J.

Une année est déjà passée depuis le carnage qui a dévasté l'État du Gujarat. Socialement, économiquement et du point de vue religieux, ces événements ont réussi à polariser le Gujarat et ses citoyens en deux camps distincts : les 'anciens' et les 'nouveaux', 'nous' et 'eux', 'hindous' et 'musulmans'. C'est la pire chose qui pouvait arriver. Je tente ci-après de partager mes réflexions, mes expériences, mes peurs, mon sentiment d'impuissance et de frustration ainsi que mon rêve d'une société plus humaine dans un État appelé le Gujarat et un pays appelé l'Inde.

Laissez-moi commencer par exprimer toute ma colère envers tous ceux qui ont organisé, exécuté et participé au massacre au Gujarat. Les diverses équipes du 'Sangh Parivar' et leurs chefs sont l'objet premier de ma colère. J'ai de sérieuses raisons de croire que les événements de Godhra, ainsi que ceux qui ont suivis peu après, ont été organisés et dirigés par les dirigeants fascistes *Hindutva* à des fins politiques et afin d'atteindre leur objectif d'une 'nation hindoue' coulée dans le moule des pays voisins. Ma colère se tourne vers les bureaucrates et le département de police, particulièrement les officiers haut gradés de Ahmedabad et Gujarat, parce qu'ils ont manqué à leur devoir. Ils ont cédé sous la pression politique et n'ont pas protégé les vies humaines et la propriété, pas plus d'ailleurs que les droits de l'homme tels que définis dans la Constitution.

Ma déception, je la réserve à la magistrature du Gujarat. Je ne m'étonne pas de savoir que le pauvre, les marginaux, les activistes et les avocats engagés dans la lutte pour la justice et les droits de l'homme, soient frustrés par les tribunaux, et tout particulièrement par la Cour de Haute Instance¹. Récemment, le meurtre d'un ancien leader du BJP² à Ahmedabad a fait accourir au Gujarat le 'Centre Bureau of Investigation' (CBI)³. Il semblerait, toutefois, que le CBI n'ait fait que poursuivre les spéculations du Vice-Premier ministre indien lors de la crémation du défunt selon lesquelles les assassins auraient été 'des agents de l'étranger'. Si le Vice-Premier ministre connaissait déjà l'identité des assassins, on est en droit de se demander pourquoi la présence du CBI était nécessaire ? La petite histoire qui circule ici parmi les groupes laïques est que même lorsqu'un chien meurt dans la rue, le 'Sangh Parivar' y voit la main de l'étranger !

Des arrestations aléatoires et la menace de 'POTA' (Loi sur la prévention du terrorisme) sont appliquées contre les musulmans, alors que plusieurs des coupables, appartenant au 'Sangh Parivar' et identifiés comme les auteurs des massacres à Ahmedabad et dans d'autres parties du Gujarat, sont toujours en liberté. Dans ces circonstances et alors que toutes les institutions démo-

¹ La Cour de Haute Instance est la cour de justice la plus élevée au niveau d'un État. Seule la Cour Suprême du pays est habilitée à réformer ses jugements.

² La personne dont il s'agit était le dirigeant BJP Haren Pandya, qui a été abattu dans sa voiture près des jardins publics là où il avait l'habitude de faire sa promenade matinale. Il y eut beaucoup de spéculations quant aux motifs du meurtre alors que son parti ne lui avait pas donné le mandat de contester les élections de l'Assemblée en décembre 2002.

³ Le CBI est une autorité administrative indépendante qui a la responsabilité d'enquêter sur les irrégularités commises au plus haut niveau.

cratiques ont fait défaut aux victimes de la violence parrainée par l'État, notre dernier espoir était que la magistrature tout au moins résisterait aux pressions politiques. Mais plusieurs d'entre nous, dont moi-même, ont perdu cet espoir. La magistrature semble, elle aussi, avoir pris une teinte safranée⁴. Vers qui pouvons-nous nous tourner lorsque l'État participe à de telles violations des droits de l'homme et à autant de souffrance ?

L'attitude et les actions des *dalits* du Gujarat ainsi que des indigènes m'ont également déçu. Quelques-uns, convaincus par l'idéologie *Hindutva* propagée par des soi-disant leaders hindous comme Praveen Togadia⁵, ont participé à la violence – tuant, brûlant et pillant. Je suis en colère parce que ces communautés ont accepté d'être manipulées par les forces fascistes *Hindutva* à des fins politiques. Les membres de ces communautés sont réduits à l'état d'objet de façon coutumière, pour le bénéfice de la soi-disant haute caste hindoue en Inde, caste qu'ils ont toujours dû servir. Ils ont été soumis aux pires souffrances – meurtres, violences physiques, discriminations sociales et économiques, au point d'en perdre même leur respect d'eux-mêmes. Et ces mêmes communautés ont été manipulées par le système de castes (castes hindoues liées aux idéologies *Hindutva* et brahmanique) afin de persécuter les musulmans et les chrétiens. Certains des dirigeants de ces communautés sont devenus les porte-parole des idéologies et des plans *Hindutva*. Des *dalits* ont participé à la destruction de la mosquée de Babri Masjid afin qu'un temple à Rama puisse y être construit. Ces *dalits* ne savent-ils pas qu'ils ne peuvent même pas entrer dans un temple dans leur propre village, et qu'en certains endroits, ils ne peuvent même pas déféquer sur les terres d'une soi-disant personne de haute caste ? Il est à noter que plusieurs entre eux sont sans terre – alors où peuvent-ils aller ?⁶

Ma déception et ma frustration se dirigent également contre les fameuses institutions élitistes de savoir de pointe en Inde, y compris celles de l'Église et plus particulièrement celles dirigées par les jésuites. Ils ont servi et continuent de servir plusieurs de ceux appartenant aux soi-disant hautes castes hindoues qui sont associées avec l'idéologie *Hindutva*. Ces institutions n'ouvrent pas facilement leurs portes aux *dalits*, aux indigènes, aux musulmans et aux autres communautés laissées de côté. J'espère que nous pourrions nous élever au-dessus de nos frontières étroites et devenir vraiment 'catholiques' dans l'esprit du Christ ressuscité.

Une compréhension très limitée de l'évangélisation de notre part a souvent mené à une concentration auprès des 'indigènes' chrétiens, ainsi excluant directement ou indirectement les autres indigènes. Les forces *Hindutva* ont pris avantage du mécontentement de ces indigènes non chrétiens, qui n'ont peut-être pas eu l'opportunité d'être admis dans une de nos écoles, et maintenant les tournent contre leur propre communauté et les autres minorités. Nous, les 'choisis de Yahvé', nous sommes prompts à protester quand une injustice est faite à l'un des nôtres ou quand on empiète sur les intérêts de l'Église. Et pourtant, nous sommes lents à répondre aux violations des droits de l'homme qui surviennent ailleurs, aux atrocités commises à l'encontre des communautés marginalisées, à l'exploitation des femmes et des enfants, à la négligence flagrante et à l'exploitation abusive de l'environnement. La propagande de Bush et Blair qui associe l'Islam au terrorisme semble avoir influencé également les chrétiens et les dirigeants religieux. Je souhaiterais que beaucoup d'entre nous leur ouvrent les portes de nos institutions – 'tout ce que vous faites à la moindre de ces communautés, c'est à moi que vous l'avez fait'.

⁴ Le safran est la couleur du Parti Bharatiya Janata (BJP) ainsi que des forces fondamentalistes d'extrême droite *Hindutva*, qui ensemble forme le 'Sangh Parivar'.

⁵ Le docteur Togadia appartient à la communauté Patel. Il est oncologue de profession et, contrairement à celle-ci, a réussi à propager le 'cancer de la haine communautaire' au Gujarat et en Inde.

⁶ Dans un pays où les infrastructures sanitaires intérieures ne sont pas accessibles à tous, le problème atteint des proportions critiques.

Les leaders religieux de toutes les communautés au Gujarat et en Inde, sauf quelques uns, ne perçoivent pas la crise actuelle comme étant une **crise touchant à la foi**, *un manque de foi envers d'autres êtres humains*. Cette crise n'a rien à voir avec un 'dieu' en particulier. Les gens ont tendance à oublier qu'ils sont des êtres humains avant tout et qu'ils sont chrétiens, musulmans ou hindous en deuxième lieu seulement. Les différences ontologiques sont oubliées et les priorités sont bouleversées. L'aspect transcendantal de la communion tient beaucoup de place dans nos « offices », nos homélies, nos retraites spirituelles et nos discours, mais je préférerais qu'il y ait davantage d'espace pour la communion horizontale avec les autres personnes.

Je voudrais pouvoir espérer, mais je trouve cela très difficile. Je voudrais pouvoir être bon envers ceux qui ont tué et brûlé vives des personnes innocentes, qui ont violé, qui ont détruit les propriétés d'autrui, rendant leurs frères et sœurs sans abri, mais je trouve cela très difficile. Comme beaucoup d'autres, je voudrais aider et être avec les communautés souffrantes, assister à la reconstruction de leurs vies et les voir retrouver leur confiance en l'humanité ; et, comme beaucoup d'autres, je ne trouve pas cela plus facile. Mobiliser les ressources constitue toujours un problème lorsque les gens ont un parti pris contre une communauté, mais c'est bien pire quand, dans un pays démocratique, le gouvernement, le parti dirigeant et leurs organisations sociales associées ont décidé de détruire une minorité afin de s'assurer d'atteindre leur objectif premier, soit établir un 'Hindu Rashtra', un État hindou.

Je trouve une consolation dans mon expérience de travail avec et pour l'Initiative des Citoyens (Citizens' Initiative, une coalition de laïcs et d'organisations sociales, parmi lesquelles JESA, les Jésuites en Action Sociale). L'Initiative des Citoyens constitue l'un des efforts organisés (trop peu nombreux) au Gujarat pour rejoindre les victimes. Elle comprend des personnes de confessions religieuses différentes ainsi que celles qui sont au-delà de 'toute confession'. L'Initiative est soutenue par plusieurs groupes laïques qui sont extérieurs au Gujarat, y compris l'Institut social indien, une ONG de la Compagnie à Delhi.

James C. Dabhi, S.J.
Behavioural Science Centre
St. Xavier's College
Ahmedabad 380 009
INDE

+ 91 79 630 7845 (fax)
<jimmydabhi@hotmail.com>

Point d'arrivée ... point de départ

Fabrizio Valletti, S. J.

Lorsque dans les années soixante l'impulsion conciliaire avait encouragé la Compagnie ainsi que de nombreux jésuites à davantage rencontrer le monde des exclus, de la pauvreté et des grandes injustices sociales et politiques, le rapport entre la réflexion théologique et les choix pastoraux a changé. Cette métamorphose, enracinée dans les préjugés et les différences, a été vécue de manière conflictuelle et dans la souffrance. La sage médiation du P. Arrupe et son encouragement à expérimenter les nouvelles voies apostoliques a donné le coup d'envoi à de nombreuses expériences significatives et prophétiques. L'engagement en faveur des réfugiés, des régions de plus grande pauvreté et d'oppression, du monde ouvrier et des marginalisés, des toxicomanes et des sans-abri a entraîné une implication croissante d'individus et des communautés. Ainsi est née la

possibilité de mettre en œuvre l'esprit des Congrégations Générales, au-delà des tensions internes et des soupçons de la part même des autorités ecclésiastiques.

Ce n'est qu'au cours des dernières années que s'est précisée et clarifiée la fondation d'une nouvelle évangélisation libre de toute perspective sectorielle et partielle. La Compagnie comme corps, plus que chaque jésuite individuellement, a ressenti la nécessité d'associer les nouvelles directives évangéliques qui étaient définies, avec le langage adapté à l'esprit actuel, comme « le service de foi, la promotion de la justice, la recherche d'une nouvelle inculturation ». La Province d'Italie a suivi cette voie, en élaborant les priorités qui semblent les plus appropriées à la situation de l'Église et de la société.

Un préambule de la sorte, même s'il est superficiel et rapide, me sert à expliquer la profonde joie que j'éprouve dans la dernière mission en date que la Compagnie m'a confiée et que j'ai accueillie avec un esprit d'aventure et la naïveté que l'obéissance exige dans de nombreux cas. En ce qui concerne ma vie de jésuite, c'est comme le point d'arrivée de toutes les missions précédentes qui, malgré de nombreuses limites, mais avec beaucoup d'enthousiasme et de reconnaissance envers le Seigneur, m'ont fait vivre dans le monde des jeunes, de l'école, de l'Université, des prisons, auprès des plus marginalisés, avec des moments difficiles et dans un rapport souvent tendu avec les institutions, mais toujours avec l'esprit prêt à répondre aux besoins qui apparaissaient. La plus grande nécessité que j'ai ressentie est la soif de sentir l'Esprit du Seigneur qui veut s'incarner en chacun et partout, en dépassant toutes les frontières que la culture, la politique, l'économie et la religion peuvent créer. Pour moi, vivre aujourd'hui dans un quartier de Naples, avec une petite communauté de jésuites et quelques laïcs au service de l'Église et de la société, est aussi le point de départ pour trouver les nouvelles voies de service et d'évangélisation (qui sont la même chose !).

C'est un projet ambitieux et pour cela, je me confie à la force de l'Esprit et à l'obéissance. Mon défi est d'être au service de la réalité dégradée et souffrante qu'est le 'quartier – ville' de Scampia, développé à partir des années soixante-dix, dans une vision urbanistique qui a signifié, pour environ quatre-vingt mille habitants, être condamné à vivre séparé du reste de la ville, dans un isolement de cité-dortoir, sans aucun lieu pour des événements culturels habituels, dans un complet manque de services et de ressources. Les années passant, la situation s'est dégradée par l'accroissement du fossé entre, d'une part, une minorité de classes moyennes et de petite bourgeoisie et, d'autre part, une majorité de familles de chômeurs ou de travail précaire, avec un fort pourcentage de problèmes judiciaires. Le centre de détention surpeuplé situé dans le quartier marque comme un prolongement fatal entre la vie de tous les jours et la condamnation à commettre un crime. Les personnes âgées, les femmes et les enfants souffrent énormément de telles conditions de vie, dans une culture agressive et dominatrice où les hommes font souvent des choix irresponsables. Il manque une culture du travail. Le taux d'illettrisme est très élevé et confirme l'exclusion et l'échec scolaire. Le taux de natalité, parmi les plus hauts du pays, témoigne un attachement aux traditions familiales mais aussi l'incapacité d'affronter la responsabilité de l'éducation de leurs enfants. Les enfants de rue omniprésents sont les meilleurs candidats au recrutement de la criminalité organisée, présente comme une unique force d'entreprise dans le territoire. C'est la situation des périphéries qui prévaut désormais dans les grandes villes, résultat d'une économie néo-libériste et liberticide qui condamne de larges couches de la population à ne pas développer leur propre dignité et leurs droits de citoyens. On pourrait aussi dire beaucoup sur la culture d'une population qui vit dans un milieu marqué par une profonde affection, un sens de l'hospitalité remarquable, des liens familiaux très forts, une capacité d'adaptation et de débrouillardise, une joyeuse tendance à l'optimisme, mais aussi la violence face aux provocations et aux jeux des groupes qui détiennent le pouvoir.

L'évangélisation demande avant tout d'être capable de se perdre dans ce monde, de se laisser dévorer par la souffrance quotidienne de beaucoup de personnes. Elle requiert aussi la capacité de projeter des parcours de croissance culturelle, de formation au travail, de conscientisation et de tentative de développement des ressources qui sont bien présentes. L'Église elle-même vit l'isolement et la diversité, non seulement à cause de l'éloignement du reste de la ville mais surtout parce qu'elle offre un christianisme distrait et une expérience religieuse qui se concentre davantage sur les rituels et les sacrements que sur la formation de communautés. Elle apparaît indifférente à la croissance d'une foi adulte qui s'exprime dans l'attention à la réalité déchristianisée et à la promotion de la justice.

Il est nécessaire d'expérimenter de nouveaux parcours catéchétiques, de nouvelles formes de rassemblement des jeunes et des adultes, une présence toujours plus attentive et accueillante aux familles souffrantes à cause des différents problèmes, des tentatives de libérer des jeunes du joug de la *camorra* pour qu'ils rentrent dans la légalité et qu'ils cherchent et trouvent un travail.

Le « projet Scampia » prévoit d'élaborer des réflexions et des expériences qui lient justement les trois aspects suivants : premièrement, l'inculturation et la croissance culturelle, deuxièmement, la mise au point de modalités de formation et l'organisation d'opportunités pour le travail des plus jeunes, et troisièmement, des expériences pastorales adéquates pour la formation et à la croissance d'une communauté chrétienne. C'est un projet qui requiert de la Compagnie un investissement de personnes qui choisissent une perspective de long terme, mais aussi la mentalité de travailler en synergie avec les réalités opérantes dans le territoire et non comme « œuvre privée » exclusive et « individuelle » d'un jésuite. Il s'agit d'une perspective de travail stimulante et riche dans l'« unité pastorale » qui est en train de se former entre les six paroisses du quartier. Le lien et la collaboration souvent critique et conflictuelle avec les institutions publiques sont également indispensables. J'ai souvent l'impression de me perdre dans sur une mer immense, mais j'ai toujours une boussole !

Voici une réflexion pas entièrement hors sujet : la Compagnie a tous les instruments spirituels, culturels et la sensibilité sociale pour être engagée dans un tel projet. Il sera intéressant de vérifier à ce propos comment elle pourra, dans le futur, développer la participation consciente et compétente du reste des jésuites de Naples (ils sont plus de cent !) à une expérimentation où doivent converger des ressources et des modalités nécessairement vécues comme « corps apostolique », dans une ville et dans un diocèse parmi les plus intéressants et significatifs d'Italie. Cela pourrait être un défi ultérieur pour les jésuites napolitains qui vivent dans leurs communautés la quasi-totalité de ce que la Compagnie peut exprimer apostoliquement.

Fabrizio Valletti, S.J.
Viale della Resistenza – Lotto N/3
80144 Napoli Secondigliano
ITALIE

+39 51 232 559 (fax)
<valletti.f@gesuiti.it>

+ + + + +

RECENSION RECENSION

Foi et liberté : vie et moments de Bill Ryan, S.J.

Michael Campbell-Johnston, S.J.

De Bob Chodos et Jamie Swift, "Faith and Freedom: the Life and Times of Bill Ryan, S.J." Ottawa: Novalis, Saint Paul University, 2002.

Les historiens de demain considéreront peut-être la seconde moitié du vingtième siècle comme une période de renaissance où les dimensions sociales de l'enseignement et du travail apostolique de l'Église auront pris un nouvel essor pour ensuite décliner et être mis de côté à l'approche du millénaire. En commençant par *Mater et Magistra* en 1961 et en terminant avec *Centisimus Annus* en 1991, pas moins de dix encycliques papales importantes abordent spécifiquement les questions sociales. Le décret le plus long et le mieux connu de Vatican II, *Gaudium et Spes*, consiste en une vue d'ensemble très large de l'enseignement social de l'Église.

En Amérique du Sud, la deuxième conférence des évêques d'Amérique latine qui s'est tenue à Medellin en 1968, suivie de celle de Puebla en 1979 et, avec moins de résolution, celle de Saint Domingue en 1992, a lancé l'Église de ce continent sur le sentier nouveau et en grande partie inexploré de la solidarité avec les opprimés ; ce qui devait la mettre en conflit avec les détenteurs d'intérêts financiers et les gouvernements autoritaires. La théologie de la libération naquit, et pour un temps elle fleurit malgré une opposition tenace, pour finalement décliner graduellement.

Les ordres et les congrégations religieuses ont joué un rôle crucial dans ce développement, parfois même en l'anticipant. La plupart l'a intégré dans leur façon de procéder dans leurs chapitres et leurs initiatives apostoliques. En 1949, le Père Général des jésuites de l'époque a écrit la première instruction sur l'apostolat social adressé à l'ensemble de la Compagnie de Jésus. La Congrégation générale qui a élu son successeur, Pedro Arrupe, en 1965, a décrété qu'il fallait promouvoir la création de centres sociaux et d'institutions sociales dans chaque Province et Région. Au sein même de la Curie généralice, un Secrétariat fut mis sur pied et une publication prit naissance : *Promotio Iustitiae*, pour promouvoir et intégrer l'apostolat social à travers toute la Compagnie de Jésus. La Congrégation générale suivante en 1975 a déclaré que la promotion de la justice faisait partie intégrale du service de la foi et constituait une tâche pour chaque jésuite. En 1983, la Congrégation générale qui a élu le Général actuel, Peter-Hans Kolvenbach, a pris une option préférentielle pour les pauvres au nom de la Compagnie de Jésus et en harmonie avec plusieurs autres congrégations religieuses. Et pourtant, 14 ans plus tard, la tentative colossale pour définir les caractéristiques essentielles de cet apostolat social semble en quelque sorte être tombée à l'eau.

D'autres communautés religieuses ont suivi une trajectoire similaire qui s'est répétée dans plusieurs pays. *Foi et liberté* fait la chronique du sentier ainsi parcouru au Canada à travers les yeux et le travail de l'un de ses principaux acteurs, Bill Ryan, SJ. Sa jeunesse fut marquée par la découverte, durant ses vacances d'été, de la dure réalité des camps de bûcherons de la vallée d'Ottawa où son père travaillait. Il put y voir les effets des préjugés raciaux et religieux ainsi que l'injustice sociale qui sont probablement à l'origine de sa vocation de jésuite, bien que lui-même avoue que cette dernière demeure un mystère.

Sa formation religieuse diffère de la norme sur deux points cruciaux. Premièrement, à la fin de ses études de philosophie il a complété une maîtrise en économie à l'Université St Louis, suivie, après son ordina-

tion, d'un doctorat à Harvard sur le même sujet. Cette formation a exercé, selon lui, une influence déterminante sur son travail futur. Deuxièmement, après une année de théologie à Heythrop (alors une région rurale), près d'Oxford, il fut transféré à Louvain en Belgique où il a découvert les écrits de Teilhard de Chardin qui eurent sur lui un impact majeur et durable.

Au cours des trente années qui ont suivi il a occupé quatre postes importants ; chacun à sa façon a influencé et a été influencé par les développements sociaux non seulement de l'Église canadienne mais aussi de la Compagnie de Jésus et de l'Église catholique dans son ensemble. Ces postes étaient :

1. Le département pour l'action sociale de la Conférence des évêques catholiques du Canada (1964-1970)
2. Premier directeur du *Center of Concern* de Washington (1970-1978)
3. Provincial de la Province du Canada anglophone (1970-1978)
4. Secrétaire général de la Conférence des évêques catholiques du Canada (1985-1995).

Au cours de ses activités, il a participé et contribué à trois synodes des évêques à Rome, à deux Congrès généraux de la Compagnie de Jésus ainsi qu'à plusieurs autres rencontres tant nationales qu'internationales. Pour Bill le point culminant fut le Synode des évêques de 1971 lorsqu'il dit dans sa fameuse déclaration *Justice dans le monde* : ' L'action au nom de la justice ainsi que la participation à la transformation du monde nous apparaît pleinement comme une dimension constitutive de la prédication de l'Évangile.'

Le dernier chapitre du livre raconte une série d'événements difficiles qui ont mis fin à certaines des œuvres jésuites dont Bill était particulièrement proche : le Centre jésuite de foi et justice, la publication de la revue *Compass*, la communauté de la ferme à Guelph. Il relate également une réduction générale du travail de justice sociale de la Conférence des évêques catholiques du Canada, particulièrement dans sa Commission des affaires sociales. Les raisons derrière cet état de faits sont sans aucun doute nombreuses et variées et, comme l'auteur le souligne, se situent dans un contexte où plusieurs changements ont pris place au sein de l'Église tant canadienne qu'internationale. Les auteurs vont jusqu'à dire que « l'élan engendré par Vatican II – le mouvement vers la collégialité, l'œcuménisme, la liberté religieuse, la justice sociale – n'a pas été renversé ; il est simplement en perte de vitesse. Les institutions aussi anciennes et complexes que l'Église catholique romaine – sans doute la plus ancienne et une des plus complexes de la planète – ne changent certainement pas facilement, surtout lorsqu'elles sont dirigées par un leadership qui s'auto-perpétue et qui ne rend pas de comptes et dont la réponse au changement la plus répandue a été historiquement de se replier sur elle-même et d'adapter une mentalité de siège ».

En tant que compte rendu de ce qui s'est vécu au cours de ces quarante années dans un domaine clef du travail de l'Église ainsi que du travail et des activités d'un homme qui a été largement responsable de sa promotion, ce livre vaut certainement la peine d'être lu. Il ravivera plusieurs souvenirs pour tous ceux et celles qui ont œuvré dans le même domaine ailleurs dans le monde. Ce livre a été conçu de façon compétente et avec soin par deux auteurs sympathisants qui se sont fondés sur de multiples entrevues avec les différents acteurs et bien entendu avec Bill Ryan lui-même. Bien qu'il se termine inévitablement sur une note un peu pessimiste, peut-être que le séminaire international sur **Crise actuelle, espoirs futurs : mondialisation et enseignement social catholique**, qui aura lieu à Toronto en septembre prochain, et dont Bill Ryan est le maître d'œuvre, relancera le sujet. Et nous assisterons peut-être, non pas à un enterrement mais bien à une résurrection, encore que sous des formes différentes.

Michael Campbell-Johnston, S.J.
St. Francis of Assisi
Mount Standfast
St. James,
BARBADE

+1 246 422 2431 (fax)
<sjbar@sunbeach.net>